

2017

COMPTES  
ANNUELS  
**2017**







Portugal

**\_CONDURIL**

COMPTES ANNUELS **2017**





01

**\_P. 04** CONDURIL

02

**\_P. 12** RAPPORT DE GESTION

03

**\_P. 20** ÉTATS FINANCIERS  
ET ANNEXE

## **\_SOMMAIRE**

COMPTES ANNUELS **2017**

# 04

**\_P. 58** RAPPORT ET AVIS DU  
CONSEIL DE SURVEILLANCE

# 05

**\_P. 62** CERTIFICATION  
LÉGALE DES COMPTES





**\_CONDURIL**

COMPTES ANNUELS **2017**





Portugal

DANS UN ENVIRONNEMENT EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION, CARACTÉRISÉ PAR DES DÉFIS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX ET IMPORTANTS QUI METTENT SYSTÉMATIQUEMENT À L'ÉPREUVE LES CAPACITÉS DES ENTREPRISES ET LEUR PROPRE SURVIE, **LA DIFFUSION DE LA STRATÉGIE GLOBALE DE CONDURIL**, BASÉE SUR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DÉFINIS AUX DÉBUTS DE SON EXISTENCE, **A ÉTÉ APPROFONDIE ET RENFORCÉE AU COURS DE L'ANNÉE 2017.**

\_EN CE SENS, LES ÉVÉNEMENTS LES PLUS IMPORTANTS DEPUIS SA FONDATION ONT ÉTÉ :







**\_APRÈS 1970, LA CULTURE DE CONDURIL S'EST DÉVELOPPÉE ET CONSOLIDÉE ET EST MATÉRIALISÉE PAR UN ENSEMBLE DE LIVRETS, LARGEMENT DIFFUSÉS PARMI SES COLLABORATEURS ET BASÉS SUR LES PRINCIPES PERMANENTS QUI TRADUISENT SON ACTION ET QUI SONT RÉSUMÉS DANS SA VISION, SA MISSION ET SES VALEURS :**

## VISION

La société Conduril développe toute son activité dans le secteur du génie civil et son principal objectif, aussi bien en termes techniques qu'économiques, est de devenir (et être reconnue comme tel sur le marché) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie, tout en possédant, simultanément, les caractéristiques suivantes :

- S'assumer comme une grande entreprise à l'échelle nationale, aussi bien du point de vue technique qu'économique, capable de répondre à tout type de travaux de génie civil sur le marché national et à l'étranger ;
- Devenir, en termes de salariés, au niveau national, une moyenne entreprise flexible et capable de répondre aux différents besoins du marché, dotée d'une vaste capacité technique constituant, en outre, une base solide de support pour son activité à l'étranger.

## MISSION

Notre mission vise la création de richesse durable pour nos actionnaires et l'assurance des meilleures conditions de travail à nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction, qui est le principal vecteur de notre responsabilité sociale.

## VALEURS

Nous estimons qu'il n'y a qu'une seule façon de créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire, de vaincre convenablement, à savoir avec franchise, confiance et responsabilité, basée sur une culture d'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un rigoureux respect des règles et des règlements : telles sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

Depuis, en concentrant son action uniquement et exclusivement sur le secteur du génie civil, Conduril a renforcé sa relation avec ses principales parties prenantes, en misant sur le renforcement de sa solidité financière, sans pour autant négliger sa responsabilité sociale, fondée sur le bien-être de ses collaborateurs. En ce sens, Conduril assure à ses propres risques tous les frais associés au fonds de pension Conduril (institué en 1989), à l'assurance santé et à sa propre académie de formation – Conduril Academy –, qui agit sur les marchés d'Angola et de Mozambique.

La pérennité de son existence a mené Conduril à analyser scrupuleusement les opportunités d'affaires considérées attractives. Au début des années 1990, son activité a été déployée dans plusieurs pays, dont la gestion est surtout centralisée sur deux domaines : l'AFRIQUE AUSTRALE (A.A.) et le PORTUGAL et reste du monde, à l'exception de l'A.A. :

## PORTUGAL ET RESTE DU MONDE

## AFRIQUE AUSTRALE

**PORTUGAL**

> 1959

1990 <

**ANGOLA**

1997 <

**MOZAMBIQUE**

**MAROC**

> 2005

2008 <

**BOTSWANA**

**ESPAGNE**

> 2010

**CAP-VERT**

> 2011

**SÉNÉGAL**

> 2012

2012 <

**MALAWI**

2013 <

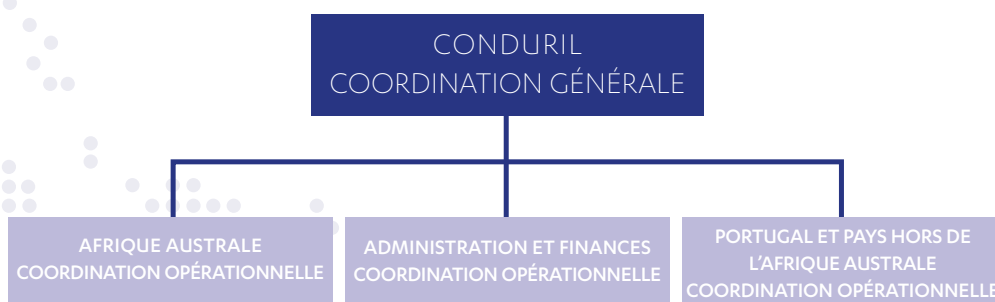
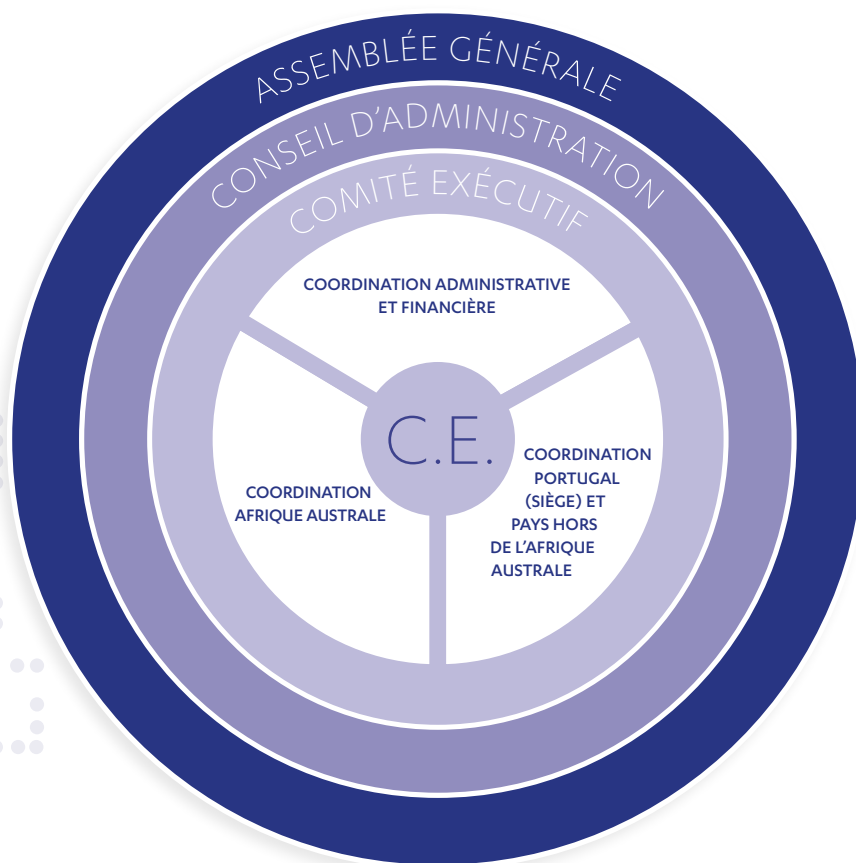
**ZAMBIE**

2015 <

**GABON**

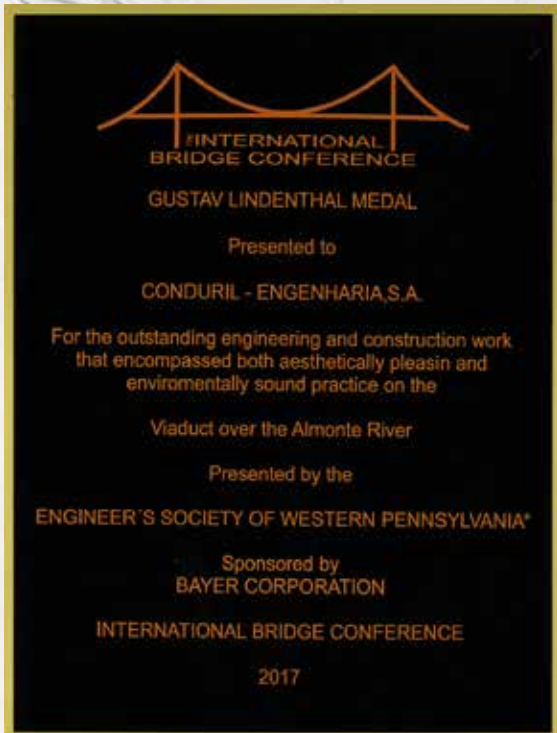


Afin de renforcer et soutenir la STRATÉGIE GLOBALE de Conduril, une nouvelle structure organisationnelle a été définie. Ce nouveau modèle, en phase avec la vision stratégique définie, est basé sur trois grands centres de décision qui, en harmonie et soutenus par les structures fonctionnelles qui les assistent, constitueront le pilier fondamental de la mise en œuvre des objectifs définis.



ENGAGÉE DANS SA STRATÉGIE, CONDURIL A ATTEINT LES OBJECTIFS ÉTABLIS AU NIVEAU DU RETOUR DE LA SATISFACTION DE TOUS CEUX QUI PARTICIPENT À SON CYCLE PRODUCTIF ET AU NIVEAU DE LA RECONNAISSANCE DU MÉRITE DE LA SOCIÉTÉ PAR DES ORGANISMES INDÉPENDANTS QUI SOUVENT LUI DÉCERNENT DES **DISTINCTIONS POUR SA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, LA SATISFACTION ET L'ENGAGEMENT DE SES COLLABORATEURS ET LA QUALITÉ ET LA TECHNICITÉ DES SERVICES RENDUS**. EN 2017, IL FAUT SOULIGNER EN PARTICULIER LES DEUX DISTINCTIONS REPRODUITES CI-APRÈS :





Distinction décernée par Neves de Almeida | HR Consulting



# **\_ RAPPORT DE GESTION**

COMPTES ANNUELS **2017**



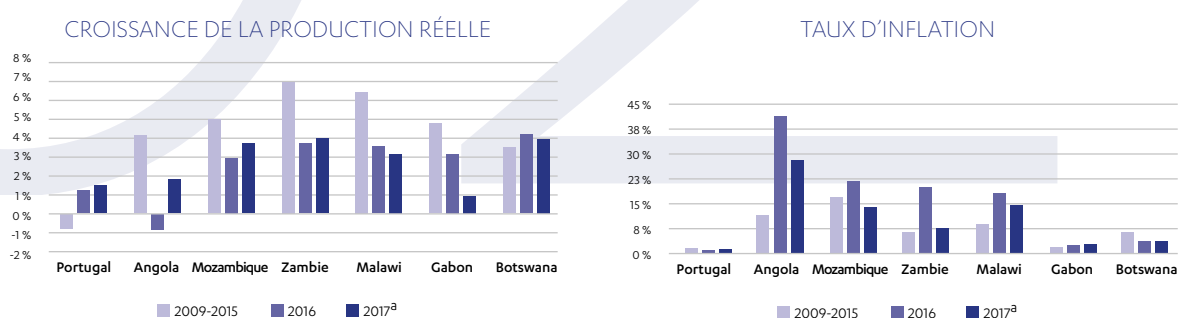


Angola

CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES ET NOTAMMENT EN VERTU DES ARTICLES 65 ET 66 DU CODE PORTUGAIS DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CONDURIL - ENGENHARIA, S.A. PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE RAPPORT DE GESTION, LES COMPTES DE LA PÉRIODE ET LES AUTRES DOCUMENTS DE REDDITION DES COMPTES CONCERNANT L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017.

**1** L'année 2017 a réservé quelques surprises au niveau de l'économie mondiale, avec une croissance qui a dépassé les estimations les plus optimistes : la combinaison de certaines conditions financières – les marchés boursiers ont atteint des niveaux records et le dollar a eu un comportement en dessous de ce qui était attendu – et de politiques gouvernementales plus favorables ont permis un renforcement du commerce international.

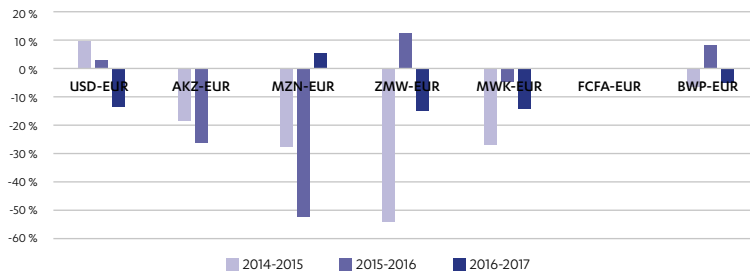
Ce sentiment a également été présent dans les économies où Conduril développe son activité, dont les principaux indicateurs économiques ont enregistré une amélioration, après la période plus récessive de ces dernières années. Cependant, les économies africaines – qui dépendent encore beaucoup de la volatilité internationale de leurs produits de base – sont encore très loin de la période d'expansion vécue précédemment.



<sup>a</sup> Valeurs prévisionnelles

Source : ONU, *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018*

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE



Au Portugal, le secteur du génie civil a suivi le comportement de l'économie, en enregistrant une croissance de 6 %. Néanmoins, en ce qui concerne les travaux publics, l'écart entre les travaux promus et ceux octroyés – 1 700 millions d'euros – reste à un niveau important.

L'année 2017 a également été marquée par le processus électoral en Angola, qui s'est déroulé sans incident, les changements dans la conduite des politiques économiques du pays commençant à se faire sentir. Dans ce contexte, le nouveau régime de taux de change flottant auquel le kwanza est soumis depuis début 2018 posera des défis accrus au pays.

Le Mozambique continue de traverser l'une de ses pires crises financières des dernières décennies, en raison du surendettement extérieur assumé, qui a mené à la suspension du financement international depuis 2016. De même, la dette publique croissante de la Zambie a amené ce pays à entamer une négociation avec le FMI. L'année 2017 a cependant été marquée par l'échec d'un éventuel plan de sauvetage.

Bien que le comportement de l'économie mondiale en 2017 ait permis d'envisager avec un certain enthousiasme l'année 2018, l'imposition croissante de restrictions dans les politiques commerciales et l'intensification des tensions géopolitiques sous-jacentes pourront engendrer une dégradation soudaine du scénario macroéconomique global.



Malawi

**2** Sans négliger le marché national, mais face à son étroitesse, les autres marchés géographiques restent déterminants pour l'activité de Conduril, dont la part dans le chiffre d'affaires, en 2017, est d'environ 80 %.

En 2017, quelques travaux de référence ont été achevés, parmi lesquels : les travaux de la sous-concession du Baixo Alentejo, du tunnel d'Águas Santas, de la sous-station de la REN à Porto Alto ou de la réhabilitation du pont sur l'Arade, au Portugal ; les travaux de Cabinda Base, en Angola ; la route Nyimba/Sinda, en Zambie et les travaux du viaduc sur l'Almonte – TGV, en Espagne. En reconnaissance des travaux menés sur ce dernier ouvrage, en 2017 nous avons été distingués par la prestigieuse médaille Gustav Lindenthal, lors de l'*International Bridge Conference*, par l'*Engineers' Society of Western Pennsylvania*, reproduit préalablement.

Avec l'achèvement des travaux de la sous-concession du Baixo Alentejo, 2018 sera la première année d'opération intégrale de cette sous-concession.

La dynamisation macroéconomique ressentie au Portugal a permis de remporter plusieurs nouveaux chantiers, notamment la modernisation du tronçon ferroviaire Covilhã-Guarda

**...EN RECONNAISSANCE DES TRAVAUX MENÉS SUR CE DERNIER OUVRAGE [VIADUC SUR L'ALMONTE – TGV, ESPAGNE], EN 2017 NOUS AVONS ÉTÉ DISTINGUÉS PAR LA PRESTIGIEUSE MÉDAILLE GUSTAV LINDENTHAL, LORS DE L'INTERNATIONAL BRIDGE CONFERENCE...**



de la voie ferrée de la Beira Baixa et la réhabilitation du pont international sur le Guadiana. En Afrique australe, les travaux sont en cours à un rythme soutenu, parmi lesquels nous pouvons souligner les travaux de réhabilitation du port et des quais de Malongo – Angola pour la société Cabinda Gulf Oil Company, l’attribution de la construction de la route Condé-Ébo, financée par des fonds extérieurs, ainsi que l’attribution de quatre routes secondaires dans la zone d’intervention de la route Nyimba/Sinda – Zambie, fruit d’un bon travail réalisé dans celle-ci.

Face aux opportunités et aux menaces que l’expansion géographique peut entraîner, Conduril reste attentive à d’éventuels projets sur de nouveaux marchés, ces attentes étant soutenues par des analyses approfondies et exhaustives avant toute proposition éventuelle. C’est dans ce contexte que nous avons entrepris des activités sur le marché de l’Afrique du Sud, pour lequel nous avons de bonnes attentes pour l’année 2018. Toujours au niveau des marchés de l’Amérique latine et de l’Amérique centrale, nous avons travaillé de manière à ce que celui-ci porte ses fruits en temps voulu.

**3\_** Le renforcement de la stratégie d’investissement suivie se poursuit. Celle-ci est constante et transversale à plusieurs domaines, en misant sur l’amélioration des infrastructures, de la capacité de production et de la qualification de ses ressources humaines.

Au niveau des infrastructures, il convient de mentionner le nouveau siège en Angola, un ouvrage imposant, qui est en phase de finition, situé en plein cœur de Luanda, doté d’une surface totale de construction de 5 461 m<sup>2</sup> divisée sur 15 niveaux verticaux.

Afin d’imposer une dynamique et une flexibilité opérationnelle à l’unité interne de production de la construction métallique, cette activité a été consolidée au cours de l’année 2017, ce qui a abouti à son autonomisation en une société indépendante – Edirio - Construções, S.A. –, comme cela a été le cas en 2013, en Angola, avec la société Urano, Lda. Ainsi, Conduril intègre dans sa sphère d’opération deux sociétés spécialisées dans la prestation de services de construction métallique, l’une au Portugal et l’autre en Angola.

L’importance donnée aux conditions de productivité et de rentabilité s’est traduite par un investissement important dans la qualification et la spécialisation de ses collaborateurs qui a totalisé un volume de 22 350 heures de formation dans l’univers Conduril, en 2017. Dans ce contexte, Conduril Academy continue de jouer un rôle essentiel pour la rénovation de compétences et la spécialisation technique et technologique dans la branche du génie civil et des travaux publics. Cet organisme de Conduril est chargé d’assurer, en Angola et au Mozambique, la qualification professionnelle et scolaire de tous ses collaborateurs, avec l’habilitation et la reconnaissance des compétences professionnelles faisant partie de l’alphabétisation et de l’accélération scolaire. Concernant ces derniers atouts, et malgré l’absence de toute subvention gouvernementale, Conduril Academy travaille en étroite et permanente collaboration avec les ministères de l’Éducation d’Angola et du Mozambique. En Angola, dans un univers d’environ 1 000 collaborateurs angolais, le taux d’alphabétisme est même tombé de 24 %, en 2011, à 2 %, en 2017.

**...L’IMPORTANCE  
DONNÉE AUX  
CONDITIONS DE  
PRODUCTIVITÉ ET DE  
RENTABILITÉ S’EST  
TRADUITE PAR UN  
INVESTISSEMENT  
IMPORTANT DANS  
LA QUALIFICATION  
ET SPÉCIALISATION  
DE SES  
COLLABORATEURS...**



Mozambique

**4.** Conduril a démontré une fois de plus qu'il est possible de surmonter des difficultés qui subsistent dans le secteur, en restant fidèle à sa conduite, c'est-à-dire, en réglant son activité dans le domaine du génie civil par l'honnêteté, la solidité et la confiance. Ainsi, il a été possible de reprendre la croissance soutenue du chiffre d'affaires, tout en présentant des résultats positifs et une amélioration dans les principaux indicateurs financiers, comme cela est démontré ci-après :

| INDICATEURS                     | 2015        | 2016        | 2017        |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Actif net (€)                   | 498 308 106 | 461 090 163 | 456 017 167 |
| Passif (€)                      | 285 792 573 | 247 810 151 | 238 188 307 |
| Capitaux propres (€)            | 212 515 533 | 213 280 013 | 217 828 860 |
| Endettement net (€)             | 27 814 039  | -34 945 198 | -32 045 329 |
| Chiffre d'affaires (€)          | 173 689 057 | 132 124 399 | 140 460 967 |
| Variation du chiffre d'affaires |             | -24 %       | 6 %         |
| EBE (€)                         | 29 429 072  | 28 645 047  | 33 358 782  |
| Résultat net de l'exercice (€)  | 6 171 538   | 4 236 804   | 7 006 696   |
| Autonomie financière            | 43 %        | 46 %        | 48 %        |
| Liquidité générale*             | 192 %       | 205 %       | 170 %       |
| Ratio de solvabilité            | 74 %        | 86 %        | 91 %        |
| Ratio d'endettement             | 134 %       | 116 %       | 109 %       |
| Rentabilité des ventes          | 4 %         | 3 %         | 5 %         |
| EBE / Chiffre d'affaires        | 17 %        | 22 %        | 24 %        |

\* La réduction des indicateurs de liquidité résulte d'un reclassement purement comptable. Si celle-ci n'aurait pas eu lieu, les valeurs de ces indicateurs seraient plus proches de celles vérifiées au cours des années précédentes.

| CALCUL DE L'ENDETTEMENT NET   | 2015              | 2016               | 2017               |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|
| Financements à moyen et long terme  | 68 753 338        | 61 450 218         | 50 848 697         |
| Financements à court terme  | 85 729 431        | 67 646 304         | 63 589 188         |
| Actifs financiers détenus à des fins de négociation et autres immobilisations financières | -101 782 737      | -72 415 085        | -57 415 659        |
| Autres actifs financiers  | -5 000            | -83 041 539        | -83 041 539        |
| Encaisse et dépôts en banque  | -24 880 993       | -8 585 096         | -6 026 017         |
| <b>Endettement net</b>  | <b>27 814 039</b> | <b>-34 945 198</b> | <b>-32 045 329</b> |

Au cours des 3 dernières années, l'évolution présentée exprime clairement notre préoccupation face à la réduction des niveaux d'endettement et, par opposition, une amélioration de l'autonomie financière. À cet égard, il convient de mentionner que les retards dans la mise en œuvre de la convention mentionnée dans le rapport de l'année précédente ont pénalisé les résultats financiers de la société et, par conséquent, le résultat net de l'exercice. Cette situation sera résolue par l'encaissement respectif, qui est déjà confirmé et devra avoir lieu jusqu'au 21 mars 2018.

La capacité financière de la société présente, ainsi, des valeurs stables, manifestement supérieures à celles de la moyenne du secteur, grâce à la préoccupation constante par sa viabilité à long terme, ce qui est particulièrement évident dans le renforcement permanent de ses capitaux propres.

**5.** Les procédures internes mises en place par Conduril au niveau de l'ensemble de sa structure restent un enjeu sûr et l'un de ses leviers de différenciation et sont reconnues par les entités extérieures compétentes une année après l'autre, comme c'est le cas :

- de la revalidation par l'APCER (Agence portugaise de certification) des certifications du système de gestion de la qualité au Portugal, de la délégation du Mozambique et de l'ENOP, la transition vers la norme NP EN ISO 9001:2015 ayant été concrétisée avec succès dans la succursale d'Angola, Métis et Urano ;
- de la revalidation par l'APCER des certifications dans le cadre du système de gestion de la sécurité et de la santé au travail au Portugal, de la succursale d'Angola, Métis et Urano, conformément aux normes OHSAS 18001:2007 et NP 4397:2008 ;
- du renouvellement par l'APCER de la certification du système de gestion environnementale au Portugal, la transition vers la norme NP EN ISO 14001:2015 ayant été concrétisée avec succès ;
- de la rénovation par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation) de l'accréditation du Laboratoire central du Portugal, conformément à la norme NP EN ISO/IEC 17025:2005 ;
- du suivi et du maintien de la certification obtenue dans le cadre du marquage CE pour les structures métalliques fabriquées dans le Pôle industriel du Portugal, conformément à la norme EN1090+1:2009+A1:2011 ; et,
- des évaluations de satisfaction de ses clients, qui lui ont attribué un score moyen de 17 points sur 20 pour le marché national et de 18 points sur 20 pour le marché de l'Afrique australe.



Angola

**6\_** Dans un secteur particulièrement vulnérable aux fluctuations des principales variables macroéconomiques, la culture de Conduril se matérialise par un ensemble de valeurs portant uniquement sur la réalisation des objectifs établis et sur sa pérennité. Ainsi, le futur n'est pas perçu comme un obstacle, mais plutôt comme un défi, où l'activité de celle-ci continuera d'être guidée :

- par le renforcement des relations établies avec ses clients, ce qui a conduit à un carnet de commandes de plus de 300 millions d'euros ;
- par une analyse approfondie et réfléchie de projets qui, dans le cadre de la stratégie définie, permettent d'élargir l'éventail de clients et assurent l'expansion géographique vers de nouveaux pays ;
- par un engagement dans sa solvabilité, souvent au détriment de la croissance, tout en maintenant les principaux indicateurs économiques et financiers à des niveaux considérés solides et stables, en misant sur le renforcement des *cash flows* sous-jacents ;
- sans oublier sa responsabilité sociale, notamment au niveau de ses collaborateurs et des sociétés dans lesquelles elle opère, comme le confirme l'attribution de la 1<sup>re</sup> place (grandes entreprises) dans les prix d'excellence décernés par Neves de Almeida | HR Consulting, en partenariat avec l'INDEG-ISCTE, le magazine *Human Resources Portugal* et le magazine *Executive Digest*.

## 7\_ Autres informations annexes :

**a\_** Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc.

**b\_** Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité sociale.

**c\_** Le capital social, entièrement souscrit et libéré, est composé de 2 000 000 actions ordinaires dont la valeur nominale est de 5 euros chacune.

**d\_** Les actions propres détenues s'élèvent à 200 000 et n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

**e\_** Les valeurs mobilières émises par CONDURIL - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration restent inchangées par rapport à l'exercice précédent, à l'exception du nombre d'actions de l'actionnaire Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes qui, le 9 mars, le 14 mars et le 6 juin, a acquis, en bourse, 200, 200 et 100 actions pour une valeur unitaire de 36, 36 et 45 euros, respectivement.



Portugal



8\_ Conscient de l'importance de la stabilité financière de Conduril, le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 7 006 696 euros, soit appliqué comme suit :

- Dividendes : 2 700 000 euros, ce qui correspond à 1,50 euro par action ;
- Réserves libres : 4 306 696 euros.

9\_ Pour conclure son rapport, le Conseil d'administration voudrait exprimer ses sincères remerciements à tous ceux qui ont collaboré avec Conduril tout au long de son histoire.

Le Conseil d'administration réitère sa conviction à ses clients, collaborateurs, fournisseurs, institutions financières et Organes sociaux que l'effort conjoint est la meilleure façon de surmonter toutes les adversités.

Fait à Ermesinde, le 26 février 2018

Le Conseil d'administration,

---

António Luís Amorim Martins (PCA)

---

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)

---

Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (DAF et vice-PDG)

---

Álvaro Duarte Neves Vaz

---

António Baraças Andrade Miragaia

---

António Emanuel Lemos Catarino

---

Carlos António Soares de Noronha Dias

---

Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães



# **\_ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE**

COMPTES ANNUELS **2017**





Angola



## BILAN

\_AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

|  | NOTES    | 2017               | 2016               |
|--|----------|--------------------|--------------------|
| <b>ACTIF</b>   |          |                    |                    |
| <b>ACTIF NON COURANT</b>                                       |          |                    |                    |
| Immobilisations corporelles                                    | 2;3;7    | 54 603 777         | 54 456 988         |
| Immobilisations incorporelles                                  | 2;3;6    | 5 280 122          | 5 319 916          |
| Participations financières (méthode de la mise en équivalence) | 3;9      | 12 441 923         | 11 731 047         |
| Autres immobilisations financières                             | 3;9;18   | 84 990 440         | 29 513 042         |
| Actifs d'impôt différé   | 3;17     | 103 713            | 268 643            |
| Sous-total   |          | 157 419 976        | 101 289 636        |
| <b>ACTIF COURANT</b>   |          |                    |                    |
| Stocks   | 3;10     | 11 106 258         | 12 054 581         |
| Clients  | 3;18     | 131 622 757        | 112 258 052        |
| Clients avec une retenue de garantie                           | 3;18     | 5 454 928          | 6 978 962          |
| État et autres organismes publics                              | 20       | 12 306 994         | 12 687 755         |
| Autres comptes débiteurs                                       | 3;18;20  | 46 819 627         | 51 385 688         |
| Charges constatées d'avance                                    | 3;20     | 274 357            | 393 770            |
| Actifs financiers détenus à des fins de négociation            | 3;18     | 1 944 715          | 72 415 085         |
| Autres actifs financiers                                       | 3;4;18   | 83 041 539         | 83 041 539         |
| Encaisse et dépôts en banque                                   | 3;4      | 6 026 017          | 8 585 096          |
| Sous-total   |          | 298 597 191        | 359 800 527        |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>  |          | <b>456 017 167</b> | <b>461 090 163</b> |
| <b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>                              |          |                    |                    |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  |          |                    |                    |
| Capital souscrit   |          | 10 000 000         | 10 000 000         |
| Actions propres  | 3        | (950 000)          | (950 000)          |
| Réserves légales   |          | 3 044 492          | 3 044 492          |
| Autres réserves  |          | 196 406 885        | 193 070 081        |
| Résultats reportés   |          | 214 819            | 214 798            |
| Écarts de réévaluation   |          | 2 947 434          | 2 947 434          |
| Ajustements / Autres variations des capitaux propres           |          | (841 467)          | 716 403            |
| Sous-total   |          | 210 822 164        | 209 043 208        |
| Résultat net de l'exercice                                     |          | 7 006 696          | 4 236 804          |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>                              | <b>3</b> | <b>217 828 860</b> | <b>213 280 013</b> |
| <b>PASSIF</b>  |          |                    |                    |
| <b>PASSIF NON COURANT</b>                                      |          |                    |                    |
| Provisions   | 3;13     | 10 611 916         | 9 246 528          |
| Financements obtenus   | 3;8;18   | 50 848 697         | 61 450 218         |
| Passifs d'impôt différé  | 3;17     | 1 239 086          | 1 292 677          |
| Sous-total   |          | 62 699 699         | 71 989 423         |
| <b>PASSIF COURANT</b>  |          |                    |                    |
| Fournisseurs   | 3        | 76 818 223         | 65 441 510         |
| Avances de clients   | 3        | 14 649 126         | 15 705 435         |
| État et autres organismes publics                              | 20       | 6 954 765          | 5 850 221          |
| Financements obtenus   | 3;8;18   | 63 589 188         | 67 646 304         |
| Autres comptes créditeurs                                      | 3;20     | 10 963 846         | 12 326 733         |
| Produits constatés d'avance                                    | 3;11;20  | 2 513 460          | 8 850 524          |
| Sous-total   |          | 175 488 608        | 175 820 728        |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>   |          | <b>238 188 307</b> | <b>247 810 151</b> |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>                 |          | <b>456 017 167</b> | <b>461 090 163</b> |

L'administration,

António Luís Amorim Martins

António B. Andrade Miragaia

Maria Benedita A. de Amorim Martins

António E. Lemos Catarino

Maria Luísa A. A. Martins Mendes

Carlos A. S. de Noronha Dias

Álvaro D. Neves Vaz

Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

La Comptable certifiée,

Carla M. P. Ribeiro, C.C. n° 76 474

# COMPTE DE RÉSULTAT PAR NATURE

**\_AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016**

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

| PRODUITS ET CHARGES   | NOTES      | 2017              | 2016              |
|---|------------|-------------------|-------------------|
| Ventes et services fournis  | 3;12;20;22 | 140 460 967       | 132 124 399       |
| Subventions d'exploitation  |            | -                 | -                 |
| Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises                       | 2;3;9      | (209 108)         | (473 237)         |
| Variation des stocks de la production   | 3;10       | (310 187)         | -                 |
| Travaux au sein de l'entreprise   | 3          | 7 573 200         | 5 398 056         |
| Coût des marchandises vendues et des matières consommées  | 10         | (30 594 851)      | (38 503 795)      |
| Fournitures et services extérieurs  | 20         | (65 481 109)      | (70 740 223)      |
| Frais de personnel  | 3;19;20    | (36 270 207)      | (36 285 876)      |
| Dépréciation de stocks (pertes / reprises)  | 3;10       | (56 899)          | (484 306)         |
| Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)   | 3;18       | (28 266)          | (138 589)         |
| Provisions (augmentations / diminutions)  | 3;13       | (305 807)         | 99 264            |
| Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)                            |            | -                 | -                 |
| Augmentations / diminutions de la juste valeur  | 3;18       | -                 | 3                 |
| Autres revenus  | 14;20      | 33 187 736        | 47 475 513        |
| Autres charges  | 2;14;20    | (14 997 659)      | (10 349 366)      |
| <b>Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts</b>                           |            | <b>32 967 809</b> | <b>28 121 843</b> |
| Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement   | 3;6;7      | (8 893 478)       | (8 787 936)       |
| Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)                                |            | -                 | -                 |
| <b>Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)</b>                         |            | <b>24 074 331</b> | <b>19 333 906</b> |
| Intérêts et produits assimilés obtenus  |            | -                 | -                 |
| Intérêts et charges assimilées supportées   | 3;20       | (11 165 964)      | (12 750 575)      |
| <b>Résultat avant impôts</b>  |            | <b>12 908 367</b> | <b>6 583 331</b>  |
| Impôt sur les bénéfices de l'exercice   | 3;17       | (5 901 671)       | (2 346 527)       |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   |            | <b>7 006 696</b>  | <b>4 236 804</b>  |
| Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice |            | -                 | -                 |
| <b>RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :</b>   |            |                   |                   |
| Détenteurs de capitaux de la société mère   |            | 7 006 696         | 4 236 804         |
| Participations ne donnant pas le contrôle   |            | -                 | -                 |
| <b>Sous-total</b>   |            | <b>7 006 696</b>  | <b>4 236 804</b>  |
| <b>RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ</b>  |            | <b>3,89</b>       | <b>2,35</b>       |

L'administration,

António Luís Amorim Martins

António B. Andrade Miragaia

Maria Benedita A. de Amorim Martins

António E. Lemos Catarino

Maria Luísa A. A. Martins Mendes

Carlos A. S. de Noronha Dias

Álvaro D. Neves Vaz

Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

La Comptable certifiée,

Carla M. P. Ribeiro, C.C. n.º 76 474

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

## \_AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

| POSTES  | NOTES                                 | 2017                | 2016                |
|---|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>                   |                                       |                     |                     |
| Encaissements clients   |                                       | 134 394 789         | 138 550 182         |
| Règlements fournisseurs   |                                       | (79 890 346)        | (101 656 604)       |
| Rémunérations du personnel  |                                       | (29 464 256)        | (30 315 922)        |
|   | Trésorerie générée par les opérations | 25 040 186          | 6 577 656           |
| Impôt sur les bénéfices payé / perçu                                      |                                       | (2 337 577)         | 5 005 084           |
| Autres encaissements / décaissements                                      |                                       | 2 177 810           | 1 959 523           |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)</b>               |                                       | <b>24 880 419</b>   | <b>13 542 263</b>   |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                  |                                       |                     |                     |
| DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :  |                                       |                     |                     |
| Immobilisations corporelles   |                                       | (8 778 798)         | (9 803 902)         |
| Immobilisations incorporelles   |                                       | -                   | -                   |
| Immobilisations financières   |                                       | (8 751)             | (2 664)             |
| Autres actifs   |                                       | -                   | -                   |
| ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :  |                                       |                     |                     |
| Immobilisations corporelles   |                                       | 17 673              | 18 461              |
| Autres actifs   |                                       | -                   | -                   |
| Intérêts et produits assimilés  |                                       | 2 992 947           | 4 351 669           |
| Dividendes  |                                       | 4 178 380           | 57 991              |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)</b>              |                                       | <b>(1 598 548)</b>  | <b>(5 378 445)</b>  |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                    |                                       |                     |                     |
| ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :  |                                       |                     |                     |
| Financements obtenus  |                                       | 127 096 427         | 204 044 515         |
| Libération de capital et d'autres instruments de capitaux propres         |                                       | -                   | -                   |
| Autres opérations de financement  |                                       | -                   | -                   |
| DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :  |                                       |                     |                     |
| Financements obtenus  |                                       | (140 602 502)       | (214 022 618)       |
| Financements leasings   |                                       | (1 141 320)         | (1 848 200)         |
| Intérêts et charges assimilées  |                                       | (9 881 063)         | (11 480 111)        |
| Dividendes  |                                       | (900 000)           | (900 000)           |
| Autres opérations de financement  |                                       | -                   | (78 812)            |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)</b>                |                                       | <b>(25 428 458)</b> | <b>(24 285 225)</b> |
| Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)          |                                       | (2 146 588)         | (16 121 408)        |
| Effets advenant des différences de change                                 |                                       | (412 491)           | (174 489)           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice       |                                       | 8 585 096           | 24 880 993          |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b> |                                       | <b>4</b>            | <b>6 026 017</b>    |

L'administration,

---

 António Luís Amorim Martins

---

 António B. Andrade Miragaia

---

 Maria Benedita A. de Amorim Martins

---

 António E. Lemos Catarino

---

 Maria Luísa A. A. Martins Mendes

---

 Carlos A. S. de Noronha Dias

La Comptable certifiée,

---

 Álvaro D. Neves Vaz

---

 Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

---

 Carla M. P. Ribeiro, C.C. n° 76 474



# ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

| CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE    |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
|---|------------------|-------------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------------|--|----------------------------|--------------------|---|----------------------------|
| NOTES   | CAPITAL SOUSCRIT | ACTIONS (PARTS) PROPRES | RÉSERVES LÉGALES | AUTRES RÉSERVES  | RÉSULTATS REPORTÉS | ÉCARTS DE RÉÉVALUATION | AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES | RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | TOTAL              | PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES |
| <b>SITUATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2017</b>                             | 10 000 000       | (950 000)               | 3 044 492        | 193 070 081      | 214 798            | 2 947 434              | 716 403  | 4 236 804                  | 213 280 013        | -   | 213 280 013                |
| Affectation du résultat de l'exercice                                       |                  |                         |                  | 4 236 804        |                    |                        |  | (4 236 804)                |                    |   |                            |
| Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 suite à l'affectation du résultat | 10 000 000       | (950 000)               | 3 044 492        | 197 306 885      | 214 798            | 2 947 434              | 716 403  | -                          | 213 280 013        | -   | 213 280 013                |
| <b>VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :</b>                                  |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Première adoption du nouveau référentiel comptable                          |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Changements de méthodes comptables  |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Écarts de conversion des états financiers                                   |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Libération d'écarts de réévaluation   |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Écarts de réévaluation  |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Ajustements d'impôt différé   |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Application de la méthode de mise en équivalence                            |                  |                         |                  |                  |                    |                        | 6 994  |                            | 6 994              |   | 6 994                      |
| Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres                  |                  |                         |                  |                  | 22                 |                        | (1 564 864)  |                            | (1 564 842)        |   | (1 564 842)                |
|   |                  |                         |                  |                  | 22                 |                        | (1 557 870)  |                            | (1 557 848)        |   | (1 557 848)                |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  | 7 006 696                  | 7 006 696          |   | 7 006 696                  |
| Résultat global   |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  | 7 006 696                  | 7 006 696          |   | 7 006 696                  |
| <b>OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE</b>        |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Souscriptions de capital  |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Souscriptions de primes d'émission  |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Distributions   |                  |                         |                  | (900 000)        |                    |                        |  |                            | (900 000)          |   | (900 000)                  |
| Apports à la couverture de pertes   |                  |                         |                  |                  |                    |                        |  |                            |                    |   |                            |
| Autres opérations   |                  |                         |                  | (900 000)        |                    |                        |  |                            | (900 000)          |   | (900 000)                  |
| <b>SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2017</b>                                     | <b>3</b>         | <b>10 000 000</b>       | <b>(950 000)</b> | <b>3 044 492</b> | <b>196 406 885</b> | <b>214 819</b>         | <b>(841 467)</b>                                     | <b>7 006 696</b>           | <b>217 828 860</b> | <b>-</b>                                  | <b>217 828 860</b>         |

L'administration,

La Comptable certifiée,

Carlos A. S. de Noronha Dias

Alvaro D. Neves Vaz

Maria Benedita A. de Amorim Martins

António B. Andrade Miragaia

Ricardo N. A. Vaz Guimarães

Carla M. P. Ribeiro, C.C. n.º 76 474

Maria Luísa A. Martins Mendes

António E. Lemos Catarino

# ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017

## 1\_ INTRODUCTION

CONDURIL - Engenharia, S.A. (« CONDURIL » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 – 4445-416 Ermesinde – Valongo et elle a pour activité principale les marchés publics de travaux et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers individuels et consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

## 2\_ RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables de l'entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

Ces états financiers ne reproduisent que les comptes individuels de l'entreprise, préparés suivant les dispositions légales. Malgré le fait que les immobilisations financières aient été enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux principes comptables généralement admis, ces états financiers n'incluent pas l'effet de l'intégration globale au niveau des actifs, des passifs, des produits et des charges. L'entreprise prépare et présente des états financiers consolidés séparément.

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle advenant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent, à l'exception des faits suivants :

- En vertu de la mise en liquidation, en 2016, des filiales 4M Properties, S.A. et Mabalane – Inertes, Lda., les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tiennent compte de l'impact de cette opération.

2.3. Impact des modifications du référentiel comptable :

Le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin, contient un ensemble de modifications du référentiel comptable à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 contiennent une modification concernant la comptabilisation des responsabilités associées aux prestations de retraite. Ainsi, ces états financiers tiennent compte, dans les capitaux propres, de l'effet de la réévaluation du passif concernant les gains et les pertes actuariels. Le 31 décembre 2016, l'impact de cette modification dans les capitaux propres (augmentation) était de 65 644 euros (le 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'augmentation s'élevait à 541 672 euros).

### 3\_ PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

#### 3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

##### a\_ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 3 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour l'entreprise, qu'elles soient contrôlables par l'entreprise ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont l'entreprise est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

##### b\_ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle, conformément aux durées de vies utiles estimées comme suit :

|                                    | ANNÉES  |
|------------------------------------|---------|
| Bâtiments et autres constructions  | 10 – 25 |
| Équipement de base                 | 3 – 16  |
| Matériel de transport              | 3 – 8   |
| Fournitures administratives        | 3 – 12  |
| Autres immobilisations corporelles | 3 – 10  |

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

##### c\_ Goodwill

Le *goodwill* représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables des filiales à la date d'acquisition.

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date



d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour l'entreprise. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises.

#### **d\_ Contrats de location**

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels l'entreprise est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

#### **e\_ Immobilisations financières**

Les immobilisations financières dans des filiales, sociétés associées et entités contrôlées conjointement sont enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou diminué à la valeur proportionnelle de la participation dans les capitaux propres de ces sociétés, reporté à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières sont ajustées chaque année par la valeur correspondant à la participation dans le résultat net des filiales et des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. Les participations sont encore ajustées par la valeur correspondant à la participation dans d'autres variations des capitaux propres de ces sociétés, en contrepartie du poste « Ajustements d'actifs financiers ». De plus, les dividendes perçus de ces sociétés sont enregistrés comme une réduction de la valeur des immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

#### **f\_ Intégration de succursales**

L'information comptable des succursales où l'entreprise opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation de l'entreprise, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrés comme des revenus ou des charges dans le compte de résultat.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

#### **g\_ Dépréciation des actifs non courants (à l'exception du goodwill)**

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de

l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

#### **h\_ Charges de financements obtenus**

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

#### **i\_ Stocks**

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

#### **j\_ Instruments financiers**

##### **i\_ Créances comptables**

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, l'entreprise prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

##### **ii\_ Financements**

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur valeur nominale, déduit des charges de transaction directement imputables à l'émission de ces passifs. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

##### **iii\_ Fournisseurs et dettes comptables**

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale.

##### **iv\_ Passifs financiers et instruments de capitaux propres**

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

#### **v\_ Actions propres**

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abatement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

#### **vi\_ Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage**

L'entreprise ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'entreprise transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si l'entreprise conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

#### **vii\_ Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

#### **k\_ Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels**

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légal ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par l'entreprise comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour l'entreprise. L'entreprise ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

#### **l\_ Périodes économiques**

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

#### **m\_ Impôt sur les bénéfices de l'exercice**

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de l'entreprise, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des



mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

#### **n\_ Actifs non courants détenus à la vente**

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

#### **o\_ Subventions gouvernementales ou d'autres organismes publics**

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

#### **p\_ Compléments de pension**

L'entreprise s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, l'entreprise a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 – Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

#### **q\_ Produit**

L'entreprise comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 – Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, l'entreprise comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes sont comptabilisés comme des revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel son attribution est décidée.

#### **r\_ Charges afférentes à la préparation de propositions**

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

#### **s\_ Travaux au sein de l'entreprise**

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par l'entreprise, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

#### **t\_ Faits survenus après la clôture de l'exercice**

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers de l'entreprise. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

#### **u\_ Jugements et estimations**

La préparation des états financiers s'est basée sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers des exercices prenant fin le 31 décembre 2017 et 2016 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

### 3.2. Autres méthodes comptables importantes

#### **a\_ Résultats par action**

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

#### **b\_ Monnaie étrangère**

Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

| MONNAIE             | MONNAIE DE CONVERSION | 2017        |              | 2016        |              |
|---------------------|-----------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
|                     |                       | 31 DÉCEMBRE | CHANGE MOYEN | 31 DÉCEMBRE | CHANGE MOYEN |
| Dollar américain    | Euro                  | 0,83382     | n/a          | 0,94868     | n/a          |
| Dirham marocain     | Euro                  | 0,08939     | 0,09123      | 0,09394     | 0,09231      |
| Pula botswanais     | Euro                  | 0,08480     | 0,08545      | 0,08910     | 0,08329      |
| Metical mozambicain | Euro                  | 0,01420     | 0,01397      | 0,01333     | 0,01430      |
| Escudo cap-verdien  | Euro                  | 0,00907     | 0,00907      | 0,00907     | 0,00907      |
| Franc CFA           | Euro                  | 0,00152     | 0,00152      | 0,00152     | 0,00152      |
| Kwacha zambien      | Euro                  | 0,08341     | 0,09219      | 0,09585     | 0,08841      |
| Kwacha malawien     | Euro                  | 0,00115     | 0,00121      | 0,00132     | 0,00127      |
| Kwanza angolais     | Euro                  | 0,00529     | 0,00526      | 0,00529     | 0,00537      |
| Rand sud-africain   | Euro                  | 0,06702     | 0,06634      | 0,06976     | n/a          |
| Dollar namibien     | Euro                  | 0,06734     | 0,06617      | 0,06973     | n/a          |

### 3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers conformément aux règles comptables NCRF, l'entreprise a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

### 3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

### 3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

#### a\_ Dépréciation des actifs

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de l'entreprise et sur les attentes futures. L'entreprise considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

## 4\_ FLUX DE TRÉSORERIE

### 4.1. Commentaire de la direction sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

### 4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

|   | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Encaisse                                  | 40 731           | 127 294          |
| Dépôts à vue                              | 5 042 504        | 7 513 331        |
| Dépôts à terme                            | 942 782          | 944 471          |
| <b>TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE</b> | <b>6 026 017</b> | <b>8 585 096</b> |

Face à ce qui a été décrit dans la note 18.4, nous soulignons l'impact positif des 83 041 539 euros dans le poste des dépôts à vue, après la mise à disposition des fonds, qui devra avoir lieu jusqu'au 21 mars 2018.



#### 4.3. Information concernant la perte de contrôle de filiales au cours de l'exercice

En 2016, comme il a été mentionné au point 2.2, les filiales 4M Properties, S.A. et Mabalane – Inertes, Lda. ont été mises en liquidation et aucun encaissement ou décaissement associés à cette opération n'ont eu lieu.

## 5\_ PARTIES LIÉES

### 5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

a\_ Total de rémunérations : 1 286 383 euros (2016 : 1 298 567 euros).

### 5.2. Transactions entre les parties liées

a\_ Nature des relations entre les parties liées :

|  | PAYS       | % DIRECT | % TOTAL |
|--|------------|----------|---------|
| <b>SUCCURSALES :</b>   |            |          |         |
| Angola   | -          | -        | -       |
| Mozambique   | -          | -        | -       |
| Maroc  | -          | -        | -       |
| Botswana   | -          | -        | -       |
| Cap-Vert   | -          | -        | -       |
| Zambie   | -          | -        | -       |
| Malawi   | -          | -        | -       |
| Gabon  | -          | -        | -       |
| <b>FILIALES :</b>  |            |          |         |
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.                       | Portugal   | 100,00   | 100,00  |
| Edirio – Construções, S.A.   | Portugal   | 100,00   | 100,00  |
| Métis Engenharia, Lda.   | Angola     | 99,00    | 99,00   |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                                       | Mozambique | 100,00   | 100,00  |
| Urano, Lda.  | Angola     | 99,00    | 99,00   |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.   | Portugal   | 100,00   | 100,00  |
| <b>ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :</b>                                      |            |          |         |
| Edifer / RRC / Conduril, ACE   | Portugal   | 33,33    | 33,33   |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE                  | Maroc      | 33,33    | 33,33   |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE  | Maroc      | 33,33    | 33,33   |
| Groupement Tunnel de Nador, Construção ACE                                     | Maroc      | 50,00    | 50,00   |
| RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE   | Portugal   | 16,67    | 16,67   |
| RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE  | Portugal   | 17,86    | 17,86   |
| UTE Alcântara – Garrovillas  | Espagne    | 15,00    | 15,00   |
| <b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>   |            |          |         |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.   | Portugal   | 21,64    | 23,64   |
| SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.    | Portugal   | 20,11    | 21,85   |
| Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.                           | Portugal   | 33,33    | 33,33   |
| Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.                            | Portugal   | 33,33    | 33,33   |
| <b>PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :</b>   |            |          |         |
| <b>CONSEIL D'ADMINISTRATION :</b>  |            |          |         |
| António Luís Amorim Martins (président) – PCA                                  |            |          |         |
| Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du comité exécutif) – PDG |            |          |         |
| Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du comité exécutif) |            |          |         |
| Álvaro Duarte Neves Vaz  |            |          |         |
| António Baraças Andrade Miragaia   |            |          |         |
| António Emanuel Lemos Catarino   |            |          |         |
| Carlos António Soares de Noronha Dias  |            |          |         |
| Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães  |            |          |         |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>  |            |          |         |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                               | Portugal   | -        | -       |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.                                   | Portugal   | -        | -       |

**b\_ Transactions et soldes ouverts :**

Au cours de cet exercice, l'entreprise a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2017 :

| PARTIES LIÉES   | SOLDES OUVERTS ACTIFS | SOLDES OUVERTS PASSIFS | PERTES DE VALEUR CUMULÉES | PROVISIONS |
|---|-----------------------|------------------------|---------------------------|------------|
| <b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b> |                       |                        |                           |            |
| Edifer / RRC / Conduril, ACE  | -                     | 197 716                | -                         | -          |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE               | 7 198 480             | -                      | -                         | 6 245 071  |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE                                   | 1 517 235             | 556 130                | -                         | 387 119    |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE                                     | 811 892               | -                      | -                         | -          |
| RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE                                      | 1 265 961             | -                      | -                         | 633 182    |
| RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                                       | 2 096 637             | 337 517                | -                         | 614 093    |
|   | 12 890 205            | 1 091 363              | -                         | 7 879 465  |
| <b>FILIALES :</b>   |                       |                        |                           |            |
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.                    | 3 594 240             | -                      | 336 000                   | 394 327    |
| Edirio – Construções, S.A.  | 2 228 691             | -                      | -                         | -          |
| Métis Engenharia, Lda.  | 25 478 419            | 32 413 030             | -                         | -          |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                                    | 14 199 244            | 10 993 359             | 15 765                    | 47 403     |
| Urano, Lda.   | 4 390 323             | 6 023 212              | -                         | -          |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.  | 266 858               | -                      | -                         | -          |
|   | 50 157 775            | 49 429 601             | 351 765                   | 441 730    |
| <b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>  |                       |                        |                           |            |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.  | 11 396 123            | -                      | -                         | -          |
| SPER – Soc. Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.      | 17 408 514            | -                      | -                         | -          |
|   | 28 804 637            | -                      | -                         | -          |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>   |                       |                        |                           |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                            | 49 707                | 55 946                 | -                         | -          |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola      | 1 828 025             | 1 501 969              | -                         | -          |
|   | 1 877 732             | 1 557 915              | -                         | -          |

| PARTIES LIÉES   | REVENUS    | CHARGES    |
|---|------------|------------|
| <b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b> |            |            |
| RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE                                      | 3 558 148  | 18 432     |
| RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                                       | 5 706 506  | 394 493    |
|   | 9 264 654  | 412 925    |
| <b>FILIALES :</b>   |            |            |
| Edirio – Construções, S.A.  | 1 338 702  | 1 313 305  |
| Métis Engenharia, Lda.  | 9 808 760  | 15 470 864 |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                                    | 247 285    | 796 413    |
| Urano, Lda.   | 3 237 348  | 5 706 230  |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.  | 205 562    | -          |
|   | 14 837 657 | 23 286 812 |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>   |            |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                            | 329 521    | 102 852    |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola      | 216 310    | 731 394    |
|   | 545 831    | 834 246    |

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

Au 31 décembre 2016 :

| PARTIES LIÉES   | SOLDES OUVERTS ACTIFS | SOLDES OUVERTS PASSIFS | PERTES DE VALEUR CUMULÉES | PROVISIONS |
|---|-----------------------|------------------------|---------------------------|------------|
| <b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b> |                       |                        |                           |            |
| Edifer / RRC / Conduril, ACE  | 76 213                | 173 568                | -                         | -          |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE               | 7 228 043             | -                      | -                         | 6 245 071  |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE                                   | 1 525 939             | 579 305                | -                         | 387 119    |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE                                     | 808 096               | -                      | -                         | -          |
| RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE                                      | 2 251 233             | -                      | -                         | -          |
| RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                                       | 10 887 960            | 94 227                 | -                         | 206 435    |
|   | 22 777 485            | 847 100                | -                         | 6 838 626  |
| <b>FILIALES :</b>   |                       |                        |                           |            |
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.                    | 3 452 283             | -                      | 336 000                   | 230 832    |
| Edirio – Construções, S.A.  | 1 511 789             | 73 800                 | 12 500                    | 192 156    |
| Métis Engenharia, Lda.  | 24 195 246            | 25 367 668             | -                         | -          |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                                    | 14 564 736            | 10 055 482             | -                         | -          |
| Urano, Lda.   | 1 801 761             | 1 902 342              | -                         | -          |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.  | 306 361               | 113 160                | -                         | -          |
|   | 45 832 176            | 37 512 452             | 348 500                   | 422 988    |
| <b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>  |                       |                        |                           |            |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.  | 11 396 123            | -                      | -                         | -          |
| SPER – Soc. Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.      | 17 408 514            | -                      | -                         | -          |
|   | 28 804 637            | -                      | -                         | -          |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>   |                       |                        |                           |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                            | 1 652 962             | 1 265 319              | -                         | -          |
|   | 1 652 962             | 1 265 319              | -                         | -          |
| PARTIES LIÉES   | REVENUS               |                        | CHARGES                   |            |
| <b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b> |                       |                        |                           |            |
| RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE                                      | 2 019 353             |                        | -                         |            |
| RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                                       | 8 225 480             |                        | 162 132                   |            |
|   | 10 244 833            |                        | 162 132                   |            |
| <b>FILIALES :</b>   |                       |                        |                           |            |
| Edirio – Construções, S.A.  | 501 000               |                        | 28 800                    |            |
| Métis Engenharia, Lda.  | 9 432 164             |                        | 10 523 996                |            |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                                    | 1 876 794             |                        | 2 341 888                 |            |
| Urano, Lda.   | 809 158               |                        | 2 392 145                 |            |
|   | 12 619 116            |                        | 15 286 829                |            |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>   |                       |                        |                           |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                            | -                     |                        | 692 481                   |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola      | 232 767               |                        | 262 387                   |            |
|   | 232 767               |                        | 954 868                   |            |

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.



## 6\_ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

a\_ Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens comme suit :

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES – AUTRES | DURÉE DE VIE UTILE | TAUX D'AMORTISSEMENT |
|--|--------------------|----------------------|
| Logiciels                              | 3                  | 33,33 %              |
| Droits de superficie                   | 60                 | 1,66 %               |
| Autres immobilisations incorporelles   | 3                  | 33,33 %              |

b\_ Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base des taux d'amortissement établis par le Décret réglementaire n° 25/2009, du 14 septembre.

c\_ Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES – AUTRES | 31.12.2017       |                                    | 31.12.2016       |                                    |
|--|------------------|------------------------------------|------------------|------------------------------------|
|  | ACTIF BRUT       | AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR | ACTIF BRUT       | AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR |
| Logiciels                              | 94 267           | 82 524                             | 94 267           | 74 108                             |
| Propriété industrielle                 | 47 121           | -                                  | 47 121           | -                                  |
| Droits de superficie                   | 5 801 426        | 580 447                            | 5 801 426        | 549 069                            |
| Autres immobilisations incorporelles   | 2 006            | 1 727                              | 2 006            | 1 727                              |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>5 944 820</b> | <b>664 698</b>                     | <b>5 944 820</b> | <b>624 904</b>                     |

d\_ La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

| AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE – AUTRES | 31.12.2017    | 31.12.2016    |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Logiciels                             | 8 416         | 7 964         |
| Droits de superficie                  | 31 378        | 31 466        |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>39 794</b> | <b>39 430</b> |

e\_ Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2017 et 2016 sont indiqués dans le tableau qui suit :

|                                 | 2017                 |               |                        |                                      |                  |
|---------------------------------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                 | DROITS DE SUPERFICIE | LOGICIELS     | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | TOTAL            |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2016             | 5 801 426            | 94 267        | 47 121                 | 2 006                                | 5 944 820        |
| Acquisitions                    | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Transferts et mise au rebut     | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Solde au 31.12.2017             | 5 801 426            | 94 267        | 47 121                 | 2 006                                | 5 944 820        |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2016             | 549 069              | 74 108        | -                      | 1 727                                | 624 904          |
| Acquisitions                    | 31 378               | 8 416         | -                      | -                                    | 39 794           |
| Transferts et mise au rebut     | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Solde au 31.12.2017             | 580 447              | 82 524        | -                      | 1 727                                | 664 698          |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>5 220 979</b>     | <b>11 743</b> | <b>47 121</b>          | <b>280</b>                           | <b>5 280 122</b> |

|                                 | 2016                 |               |                        |                                      | TOTAL            |
|---------------------------------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                 | DROITS DE SUPERFICIE | LOGICIELS     | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES |                  |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2015             | 5 787 214            | 92 752        | 47 121                 | 2 006                                | 5 929 093        |
| Acquisitions                    | 13 964               | 1 515         | -                      | -                                    | 15 479           |
| Transferts et mise au rebut     | 248                  | -             | -                      | -                                    | 248              |
| Solde au 31.12.2016             | 5 801 426            | 94 267        | 47 121                 | 2 006                                | 5 944 820        |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2015             | 517 603              | 65 703        | -                      | 1 727                                | 585 033          |
| Acquisitions                    | 31 466               | 7 964         | -                      | -                                    | 39 430           |
| Transferts et mise au rebut     | -                    | 441           | -                      | -                                    | 441              |
| Solde au 31.12.2016             | 549 069              | 74 108        | -                      | 1 727                                | 624 904          |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>5 252 357</b>     | <b>20 159</b> | <b>47 121</b>          | <b>279</b>                           | <b>5 319 916</b> |

## 7\_ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### 7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

#### a\_ Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

#### b\_ Méthode de dépréciation utilisée :

L'entreprise amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

#### c\_ Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens :

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | DURÉE DE VIE UTILE | TAUX D'AMORTISSEMENT |
|------------------------------------|--------------------|----------------------|
| Terrains et ressources naturelles  | -                  | -                    |
| Bâtiments et autres constructions  | 10 – 25            | 4 % – 10 %           |
| Équipement de base                 | 3 – 16             | 6,25 % – 33,33 %     |
| Matériel de transport              | 3 – 8              | 12,50 % – 33,33 %    |
| Fournitures administratives        | 3 – 12             | 8,33 % – 33,33 %     |
| Autres immobilisations corporelles | 3 – 10             | 10 % – 33,33 %       |

#### d/e\_ Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

|                                 | 2017                              |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          | TOTAL             |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-------------------|
|                                 | TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES | BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS | ÉQUIPEMENT DE BASE | MATÉRIEL DE TRANSPORT | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | INVESTISSEMENTS EN COURS |                   |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2016             | 2 622 286                         | 23 417 074                        | 80 920 590         | 23 446 771            | 1 826 741                   | 1 154 551                          | 10 504 974               | 143 892 987       |
| Acquisitions                    | -                                 | -                                 | 1 497 633          | 569 663               | 45 428                      | 18 993                             | 7 591 747                | 9 723 463         |
| Cessions                        | -                                 | -                                 | (1 931 603)        | (704 954)             | (1 715)                     | -                                  | -                        | (2 638 272)       |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | 1 270 103                         | 134 723            | (51 514)              | 10 767                      | (7 584)                            | (1 746 806)              | (390 311)         |
| Solde au 31.12.2017             | 2 622 286                         | 24 687 177                        | 80 621 343         | 23 259 966            | 1 881 221                   | 1 165 960                          | 16 349 915               | 150 587 868       |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2016             | -                                 | 15 222 863                        | 53 235 295         | 18 990 197            | 1 493 082                   | 494 565                            | -                        | 89 436 002        |
| Acquisitions                    | -                                 | 703 667                           | 6 537 594          | 1 332 844             | 74 191                      | 205 388                            | -                        | 8 853 684         |
| Cessions                        | -                                 | -                                 | (1 542 320)        | (694 826)             | (942)                       | -                                  | -                        | (2 238 088)       |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | -                                 | (2 308)            | (65 902)              | 437                         | 266                                | -                        | (67 507)          |
| Solde au 31.12.2017             | -                                 | 15 926 530                        | 58 228 261         | 19 562 313            | 1 566 768                   | 700 219                            | -                        | 95 984 091        |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>2 622 286</b>                  | <b>8 760 647</b>                  | <b>22 393 082</b>  | <b>3 697 653</b>      | <b>314 453</b>              | <b>465 741</b>                     | <b>16 349 915</b>        | <b>54 603 777</b> |

|                                 | 2016                              |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          | TOTAL             |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-------------------|
|                                 | TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES | BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS | ÉQUIPEMENT DE BASE | MATÉRIEL DE TRANSPORT | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | INVESTISSEMENTS EN COURS |                   |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2015             | 2 622 286                         | 22 364 044                        | 66 587 464         | 28 835 097            | 1 885 901                   | 1 905 120                          | 12 318 748               | 136 518 660       |
| Acquisitions                    | -                                 | -                                 | 3 420 969          | 864 671               | 58 741                      | 42 464                             | 8 425 719                | 12 812 565        |
| Cessions                        | -                                 | (141 665)                         | (688 343)          | (1 061 948)           | (132 206)                   | (15 775)                           | -                        | (2 039 937)       |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | 1 194 695                         | 11 600 499         | (5 191 049)           | 14 305                      | (777 258)                          | (10 239 493)             | (3 398 301)       |
| Solde au 31.12.2016             | 2 622 286                         | 23 417 074                        | 80 920 590         | 23 446 771            | 1 826 741                   | 1 154 551                          | 10 504 974               | 143 892 987       |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2015             | -                                 | 14 707 166                        | 47 334 048         | 20 286 327            | 1 483 853                   | 594 991                            | -                        | 84 406 385        |
| Acquisitions                    | -                                 | 549 386                           | 6 234 993          | 1 679 660             | 76 645                      | 207 824                            | -                        | 8 748 508         |
| Cessions                        | -                                 | (33 689)                          | (278 300)          | (1 039 343)           | (67 000)                    | (7 824)                            | -                        | (1 426 156)       |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | -                                 | (55 446)           | (1 936 447)           | (416)                       | (300 426)                          | -                        | (2 292 735)       |
| Solde au 31.12.2016             | -                                 | 15 222 863                        | 53 235 295         | 18 990 197            | 1 493 082                   | 494 565                            | -                        | 89 436 002        |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>2 622 286</b>                  | <b>8 194 211</b>                  | <b>27 685 295</b>  | <b>4 456 574</b>      | <b>333 659</b>              | <b>659 986</b>                     | <b>10 504 974</b>        | <b>54 456 988</b> |

## 7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION |                  |
|------------------------------------|--|------------------|
|                                    | 31.12.2017                                       | 31.12.2016       |
| Bâtiments et autres constructions  | 7 591 747  | 2 805 272        |
| Équipement de base                 |  | 5 405 252        |
| Matériel de transport              |  | 199 702          |
| Autres immobilisations corporelles |  | 15 493           |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>7 591 747</b>                                 | <b>8 425 719</b> |

## 7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT | DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE COMME UNE PARTIE DU COÛT D'AUTRES ACTIFS | TOTAL            |
|------------------------------------|---|---|------------------|
| Bâtiments et autres constructions  | 703 667   | -   | 703 667          |
| Équipement de base                 | 6 537 594   | -   | 6 537 594        |
| Matériel de transport              | 1 332 844   | -   | 1 332 844        |
| Fournitures administratives        | 74 191  | -   | 74 191           |
| Autres immobilisations corporelles | 205 388   | -   | 205 388          |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>8 853 684</b>                                      | <b>-</b>  | <b>8 853 684</b> |

## 7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

| AMORTISSEMENT CUMULÉ               | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Bâtiments et autres constructions  | 15 926 530        | 15 222 863        |
| Équipement de base                 | 58 228 261        | 53 235 294        |
| Matériel de transport              | 19 562 313        | 18 990 197        |
| Fournitures administratives        | 1 566 768         | 1 493 080         |
| Autres immobilisations corporelles | 700 219           | 494 565           |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>95 984 091</b> | <b>89 435 999</b> |



## 7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2017 et 2016, concernent les projets suivants :

|                                   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Bâtiments et autres constructions | 16 349 915        | 10 138 279        |
| Équipements                       | -                 | 166 993           |
| Matériel de transport             | -                 | 199 702           |
| Autres actifs                     | -                 | -                 |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>16 349 915</b> | <b>10 504 974</b> |

## 7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

| 2017         | ACTIF BRUT         | AMORTISSEMENTS CUMULÉS | MONTANT NET       |
|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Portugal     | 44 990 788         | 32 387 468             | 12 603 320        |
| Angola       | 80 344 301         | 48 889 536             | 31 454 765        |
| Mozambique   | 8 234 416          | 3 740 193              | 4 494 224         |
| Maroc        | 2 215 078          | 2 009 250              | 205 828           |
| Botswana     | 89 614             | 76 064                 | 13 549            |
| Cap-Vert     | 4 476              | 2 834                  | 1 642             |
| Zambie       | 11 055 488         | 7 351 990              | 3 703 498         |
| Malawi       | 1 801 868          | 775 690                | 1 026 178         |
| Gabon        | 1 851 839          | 751 066                | 1 100 773         |
| <b>TOTAL</b> | <b>150 587 868</b> | <b>95 984 091</b>      | <b>54 603 777</b> |

| 2016         | ACTIF BRUT         | AMORTISSEMENTS CUMULÉS | MONTANT NET       |
|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Portugal     | 45 537 020         | 32 503 940             | 13 033 080        |
| Angola       | 73 559 235         | 45 779 013             | 27 780 222        |
| Mozambique   | 8 013 941          | 3 081 436              | 4 932 505         |
| Maroc        | 2 215 078          | 1 848 588              | 366 490           |
| Botswana     | 75 227             | 73 843                 | 1 384             |
| Cap-Vert     | 32 774             | 18 250                 | 14 525            |
| Zambie       | 10 832 366         | 5 420 754              | 5 411 612         |
| Malawi       | 1 801 564          | 401 144                | 1 400 420         |
| Gabon        | 1 825 782          | 309 032                | 1 516 750         |
| <b>TOTAL</b> | <b>143 892 987</b> | <b>89 435 999</b>      | <b>54 456 988</b> |

## 8\_ CONTRATS DE LOCATION

### 8.1. Contrats de location-financement - Locataires

a\_ Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2017 et 2016 :

|                       | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Équipement de base    | 820 886          | 658 710          |
| Matériel de transport | 724 013          | 370 855          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>1 544 899</b> | <b>1 029 565</b> |

b\_ Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2017 et 2016 et leur valeur actuelle :

|   | 31.12.2017       | 31.12.2016     |
|---|------------------|----------------|
| Paiements minimaux jusqu'à un an                        | 497 598          | 168 111        |
| Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans | 955 796          | 213 878        |
| Paiements minimaux de plus de 5 ans                     | -                | -              |
| <b>TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX</b>                      | <b>1 453 394</b> | <b>381 989</b> |
| Paiement d'intérêts futurs                              | 27 680           | 6 047          |
| <b>VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS</b>              | <b>1 425 714</b> | <b>375 942</b> |

c\_ Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

|                                | PAIEMENTS MINIMAUX |                | VALEUR ACTUELLE  |                |
|--------------------------------|--------------------|----------------|------------------|----------------|
|                                | 31.12.2017         | 31.12.2016     | 31.12.2017       | 31.12.2016     |
| Moins d'un an                  | 497 598            | 168 111        | 483 294          | 164 355        |
| Plus d'un an et moins de 5 ans | 955 796            | 213 878        | 942 420          | 211 587        |
| Plus de 5 ans                  | -                  | -              | -                | -              |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>1 453 394</b>   | <b>381 989</b> | <b>1 425 714</b> | <b>375 942</b> |

## 9\_ PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

### 9.1. Coentreprises

a\_ Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

| DESCRIPTION   | TYPE DE COENTREPRISE           | AUTRES PARTICIPANTS                 |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Edifer / RRC / Conduril, ACE                                    | Entité contrôlée conjointement | Evolution et RRC                    |
| Groupeamento Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Jaime Ribeiro e Filhos |
| Groupeamento CJA / Lot 3 – Construção ACE                       | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Jaime Ribeiro e Filhos |
| Groupeamento Túnel de Nador, Construção ACE                     | Entité contrôlée conjointement | Jaime Ribeiro e Filhos              |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE                          | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Tecnovia               |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                           | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Tecnovia               |

b\_ Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

| 2017<br>DÉNOMINATION SOCIALE                                    | QUOTE-PART<br>D'INTÉRÊT DÉTENUE | VALEUR<br>COMPTABLE | TOTAL DE<br>L'ACTIF | TOTAL DES<br>CAPITAUX<br>PROPRES | TOTAL DU RÉSULTAT<br>DE L'EXERCICE |
|---|---------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| Edifer / RRC / Conduril, ACE                                    | 33,33 %                         | 107 864             | 609 606             | 607 146                          | 284 150                            |
| Groupeamento Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE | 33,33 %                         | -                   | n/d                 | n/d                              | n/d                                |
| Groupeamento CJA / Lot 3 – Construção ACE                       | 33,33 %                         | -                   | n/d                 | n/d                              | n/d                                |
| Groupeamento Túnel de Nador, Construção ACE                     | 50 %                            | -                   | n/d                 | n/d                              | n/d                                |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE                          | 16,67 %                         | -                   | 6 022 531           | (3 545 254)                      | (4 447 544)                        |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                           | 17,86 %                         | -                   | 10 230 179          | (3 438 368)                      | (2 282 516)                        |
| <b>TOTAL</b>  |                                 | <b>107 864</b>      |                     |                                  |                                    |

| 2016<br>DÉNOMINATION SOCIALE                                    | QUOTE-PART<br>D'INTÉRÊT DÉTENUE | VALEUR<br>COMPTABLE | TOTAL DE<br>L'ACTIF | TOTAL DES<br>CAPITAUX<br>PROPRES | TOTAL DU RÉSULTAT<br>DE L'EXERCICE |
|---|---------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| Edifer / RRC / Conduril, ACE                                    | 33,33 %                         | 107 864             | 951 904             | 323 623                          | (3 450)                            |
| Groupeamento Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE | 33,33 %                         | -                   | 12 500 318          | (18 737 088)                     | (6 961 131)                        |
| Groupeamento CJA / Lot 3 – Construção ACE                       | 33,33 %                         | -                   | n/d                 | n/d                              | n/d                                |
| Groupeamento Túnel de Nador, Construção ACE                     | 50 %                            | -                   | 9 810 799           | (774 238)                        | (82 482)                           |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE                          | 16,67 %                         | 161 139             | 21 943 451          | 902 291                          | 66 046                             |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                           | 17,86 %                         | -                   | 48 724 063          | (1 155 853)                      | 67 866                             |
| <b>TOTAL</b>  |                                 | <b>269 003</b>      |                     |                                  |                                    |

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupeamento CJA / Lot 3 – Construção ACE, Groupeamento Túnel de Nador, Construção ACE et Groupeamento Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE n'étaient pas disponibles.

c\_ Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, l'investissement est initialement comptabilisé au coût et la valeur comptabilisée est ajustée en fonction de la valeur qui correspond à la quote-part détenue dans le résultat net, des dividendes perçus et des variations dans les capitaux propres.

## 9.2. Filiales

## a\_ Liste et description des filiales :

| DESCRIPTION  | TYPE DE PARTICIPATION | MÉTHODE UTILISÉE    |
|--|-----------------------|---------------------|
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | 100,00 %              | Mise en équivalence |
| Edirio – Construções, S.A.                               | 100,00 %              | Mise en équivalence |
| Métis Engenharia, Lda.                                   | 99,00 %               | Mise en équivalence |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                 | 100,00 %              | Mise en équivalence |
| Urano, Lda.  | 99,00 %               | Mise en équivalence |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.                       | 100,00 %              | Mise en équivalence |

## b\_ Données sur les entités :

| 2017<br>DÉNOMINATION SOCIALE                             | VALEUR COMPTABLE  | TOTAL DE L'ACTIF | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE |
|--|-------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | -                 | 5 069 064        | (395 326)                  | (164 494)                       |
| Edirio – Construções, S.A.                               | 146 810           | 2 461 716        | 159 310                    | 351 466                         |
| Métis Engenharia, Lda.                                   | 9 404 523         | 38 754 410       | 9 264 378                  | 238 046                         |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                 | -                 | 19 176 465       | (63 168)                   | (132 746)                       |
| Urano, Lda.  | 2 775 097         | 10 648 789       | 2 803 165                  | 737 334                         |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.                       | 7 630             | 1 049 151        | 7 630                      | (177 815)                       |
| <b>TOTAL</b>   | <b>12 334 060</b> |                  |                            |                                 |

| 2016<br>DÉNOMINATION SOCIALE                             | VALEUR COMPTABLE  | TOTAL DE L'ACTIF | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE |
|--|-------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | -                 | 5 092 426        | (230 832)                  | (141 992)                       |
| Edirio – Construções, S.A.                               | -                 | 1 340 564        | (192 156)                  | 55 407                          |
| Métis Engenharia, Lda.                                   | 9 168 363         | 37 188 041       | 8 833 729                  | 542 789                         |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                 | 67 303            | 20 008 745       | 67 303                     | 590 863                         |
| Urano, Lda.  | 2 040 934         | 6 554 604        | 2 061 549                  | 215 698                         |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.                       | 185 445           | 710 277          | 185 445                    | 22 851                          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>11 462 045</b> |                  |                            |                                 |

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en 2017, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

| DÉNOMINATION SOCIALE                                     | FINANCEMENTS ACCORDÉS | PERTES DE VALEUR CUMULÉES |
|--|-----------------------|---------------------------|
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | 336 000               | 336 000                   |
| Edirio – Construções, S.A.                               | 12 500                | -                         |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                 | 15 765                | 15 765                    |
| <b>TOTAL</b>   | <b>364 265</b>        | <b>351 765</b>            |

## 9.3. Revenus / pertes dans des filiales et des coentreprises

| REVENUS / PERTES DANS DES FILIALES ET DES COENTREPRISES                                 | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Charges et pertes dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises        | (424 297)        | 747 155          |
| Revenus et produits dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises      | 1 124 913        | (57 084)         |
| Suppression de revenus liés à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales  | 179 687          | 208 515          |
| Suppression de charges liées à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales | (29 830)         | -                |
| Provisions pour des pertes dans des entreprises du groupe (Note 13)                     | (1 059 581)      | (1 371 822)      |
| <b>TOTAL</b>  | <b>(209 108)</b> | <b>(473 237)</b> |



## 10\_STOCKS

### 10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

L'entreprise évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

### 10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

| STOCKS   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|--|-------------------|-------------------|
| Matières premières et fournitures consommables | 11 796 879        | 12 355 731        |
| Marchandises                                   | 27 806            | 50 190            |
| Produits finis et intermédiaires               | 129 375           | 129 375           |
| Produits et travaux en cours                   | -                 | 310 187           |
|  | 11 954 060        | 12 845 484        |
| Pertes de valeur                               | (847 802)         | (790 903)         |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>11 106 258</b> | <b>12 054 581</b> |

### 10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

|  | MARCHANDISES |            | MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES |                   |
|--|--------------|------------|--|-------------------|
|  | 31.12.2017   | 31.12.2016 | 31.12.2017                                     | 31.12.2016        |
| Stock initial                            | 50 190       | 13 642     | 11 564 828                                     | 5 335 754         |
| Pertes de valeur sur stocks              | -            | -          | -  | (484 306)         |
| Achats                                   | -            | -          | 29 979 100                                     | 45 217 176        |
| Reclassement et régularisation de stocks | (22 384)     | 36 548     | -  | -                 |
| Stock final                              | (27 806)     | (50 190)   | (10 949 077)                                   | (11 564 828)      |
| <b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>             | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>30 594 851</b>                              | <b>38 503 796</b> |

|  | PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES |            | PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS |            |
|--|----------------------------------|------------|------------------------------|------------|
|  | 31.12.2017                       | 31.12.2016 | 31.12.2017                   | 31.12.2016 |
| Stock initial                                | 129 375                          | 129 375    | 310 187                      | 310 187    |
| Pertes de valeur cumulées                    | -                                | -          | -                            | -          |
| Stock final                                  | (129 375)                        | (129 375)  | -                            | (310 187)  |
| <b>VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION</b> | <b>-</b>                         | <b>-</b>   | <b>310 187</b>               | <b>-</b>   |

### 10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

| PERTES DE VALEUR SUR STOCKS                    | 31.12.2017    | 31.12.2016     |
|--|---------------|----------------|
| Marchandises                                   | -             | -              |
| Matières premières et fournitures consommables | 56 899        | 484 306        |
| Produits finis et intermédiaires               | -             | -              |
| Produits et travaux en cours                   | -             | -              |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>56 899</b> | <b>484 306</b> |

## 10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

|  | MATIÈRES PREMIÈRES<br>ET FOURNITURES<br>CONSOMMABLES |
|--|--|
| <b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2016</b> | 790 903  |
| Apport   | 56 899   |
| Reprise  | -  |
| Utilisation                                    | -  |
| <b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017</b> | <b>847 802</b>                                       |

## 11\_ CONTRATS DE CONSTRUCTION

## 11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2017 et 2016, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

| OUVRAGE / CONTRAT        | PRODUIT DE 2017    | PRODUIT DE 2016    |
|--------------------------|--------------------|--------------------|
| Contrats de construction | 136 399 636        | 120 299 176        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>136 399 636</b> | <b>120 299 176</b> |

## 11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

## 11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

## 11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

| 2017              | CHARGES ENCOURUES  | PRODUITS COMPTABILISÉS | AVANCES PERÇUES  | RETENUES         |
|-------------------|--------------------|------------------------|------------------|------------------|
| Contrats en cours | 257 758 469        | 354 047 924            | 6 900 473        | 1 977 656        |
| <b>TOTAL</b>      | <b>257 758 469</b> | <b>354 047 924</b>     | <b>6 900 473</b> | <b>1 977 656</b> |

| 2016              | CHARGES ENCOURUES  | PRODUITS COMPTABILISÉS | AVANCES PERÇUES  | RETENUES         |
|-------------------|--------------------|------------------------|------------------|------------------|
| Contrats en cours | 262 306 484        | 321 320 234            | 5 380 509        | 3 134 656        |
| <b>TOTAL</b>      | <b>262 306 484</b> | <b>321 320 234</b>     | <b>5 380 509</b> | <b>3 134 656</b> |

## 12\_ PRODUITS

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

L'entreprise comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

**a\_ Ventes** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

**b\_ Prestations de services** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

**c\_ Intérêts** – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

**d\_ Dividendes** – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

|                         | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|-------------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de biens         | 457 907            | 74 555             |
| Prestations de services | 140 003 060        | 132 049 843        |
| Intérêts                | 3 349 826          | 4 934 035          |
| Dividendes              | 4 178 380          | 57 991             |
| <b>TOTAL</b>            | <b>147 989 173</b> | <b>137 116 424</b> |

## 13\_ PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

### 13.1. Provisions

L'entreprise comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

| PROVISIONS                           | SOLDE INITIAL    | APPORTS          | RECLASSEMENT | REPRISE          | SOLDE FINAL       |
|--------------------------------------|------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|
| Garanties fournies à des clients     | 1 983 694        | 364 222          | -            | (60 488)         | 2 287 428         |
| Autres provisions                    | 1 220            | 3 348            | -            | (1 275)          | 3 293             |
|                                      | 1 984 914        | 367 570          | -            | (61 763)         | 2 290 721         |
| Immobilisations financières (Note 9) | 7 261 614        | 1 251 737        | -            | (192 156)        | 8 321 195         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>9 246 528</b> | <b>1 619 307</b> | <b>-</b>     | <b>(253 919)</b> | <b>10 611 916</b> |

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2016, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

| PROVISIONS                           | SOLDE INITIAL    | APPORTS          | RECLASSEMENT | REPRISE            | SOLDE FINAL      |
|--------------------------------------|------------------|------------------|--------------|--------------------|------------------|
| Garanties fournies à des clients     | 1 627 286        | 434 802          | -            | (78 394)           | 1 983 694        |
| Autres provisions                    | 456 891          | 1 709            | -            | (457 380)          | 1 220            |
|                                      | 2 084 177        | 436 511          | -            | (535 774)          | 1 984 914        |
| Immobilisations financières (Note 9) | 5 945 774        | 2 031 100        | -            | (715 261)          | 7 261 614        |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>8 029 951</b> | <b>2 467 611</b> | <b>-</b>     | <b>(1 251 035)</b> | <b>9 246 528</b> |

Les provisions destinées aux immobilisations financières concernent des filiales dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence, notamment le Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE, Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A., le Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE.

### 13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, l'entreprise est convaincue que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par notre Bureau juridique interne et par les conseillers juridiques et fiscaux.

### 13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2017, l'entreprise avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 59 691 331 euros (le 31 décembre 2016, le montant s'élevait à 79 400 949 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

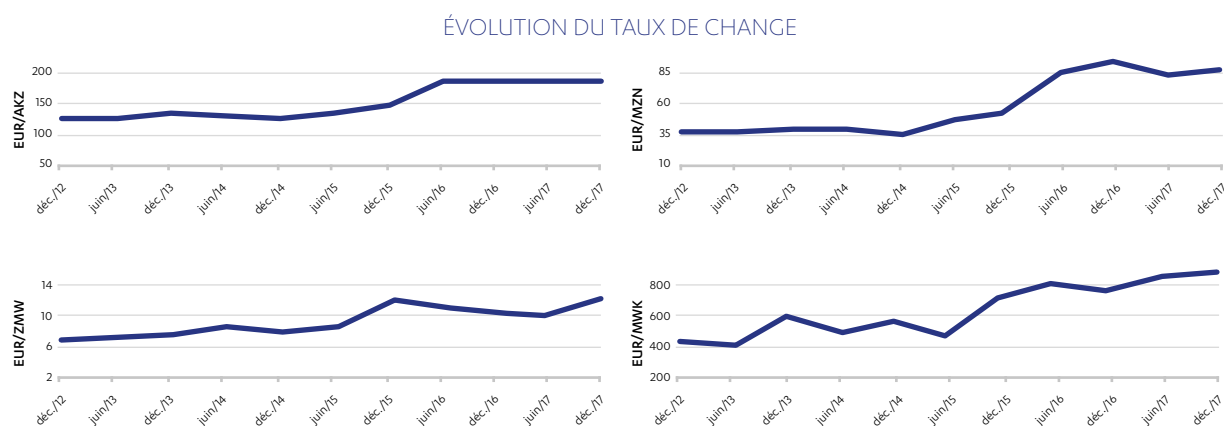
### 13.4. Gestion des risques financiers

#### a\_ Principes généraux

L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser d'éventuels effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

#### b\_ Risque de taux de change

Localisée majoritairement en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi et Gabon), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien et kwacha malawien face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.

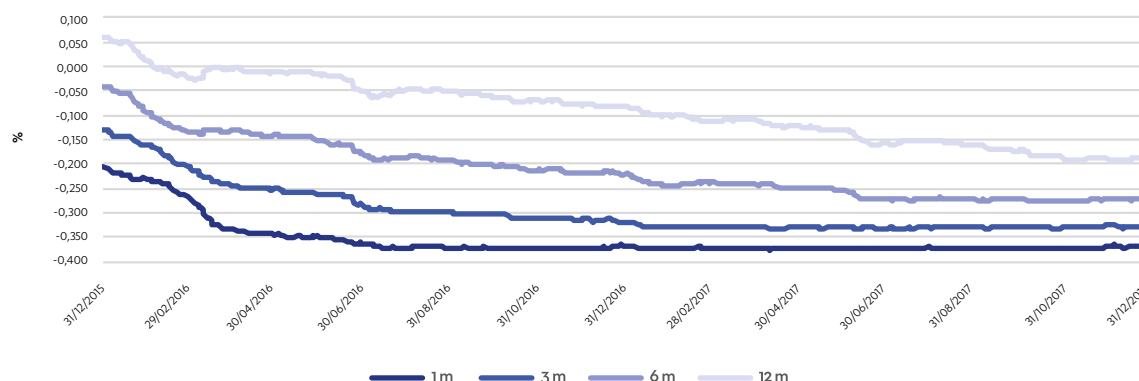


#### c\_ Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. En 2017, aucune couverture de taux d'intérêt n'a été réalisée. Cependant, considérant les perspectives sur l'évolution du taux d'intérêt en 2018, nous étudions la possibilité de réaliser une couverture de taux d'intérêt pour une partie de notre financement.



## ÉVOLUTION DU TAUX EURIBOR

**d\_ Risque de crédit**

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier de l'entreprise. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i\_ d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés ;
- ii\_ de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii\_ de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv\_ d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

**e\_ Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. Toujours pour une question de politique, ces facilités sont contractualisées sans impliquer l'octroi de garanties.

## 14\_ EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

### 14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

|                                    | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Différences de change défavorables |                   |                   |
| - Autres charges                   | 10 508 920        | 4 777 106         |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>10 508 920</b> | <b>4 777 106</b>  |
| Différences de change favorables   |                   |                   |
| - Autres revenus                   | 10 961 104        | 29 405 739        |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>10 961 104</b> | <b>29 405 739</b> |

## 14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

|                            | DIFFÉRENCES DE CHANGE<br>COMPTABILISÉES DANS LES<br>CAPITAUX PROPRES |
|----------------------------|--|
| Solde au 31.12.2016        | (4 259 241)  |
| Apports                    | 6 991  |
| Réductions                 | -  |
| Solde au 31.12.2017        | (4 252 250)  |
| <b>SOLDE AU 31.12.2017</b> | <b>(4 259 241)</b>   |

|                            | DIFFÉRENCES DE CHANGE<br>COMPTABILISÉES DANS LES<br>CAPITAUX PROPRES |
|----------------------------|--|
| Solde au 31.12.2015        | (1 710 770)  |
| Apports                    | 216 263  |
| Réductions                 | (2 764 734)  |
| Solde au 31.12.2016        | (4 259 241)  |
| <b>SOLDE AU 31.12.2016</b> | <b>(4 259 241)</b>   |

## 15\_ ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

## 15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

## 15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 26 février 2018. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

## 15.3. Événements postérieurs à la date de clôture ne donnant pas lieu à des ajustements

L'activité de Conduril étant exposée au risque du taux de change du kwanza, il convient de souligner qu'à la date d'adoption des états financiers, le taux de change officiel établi par la Banque Nationale d'Angola (BNA) présente une dévaluation d'environ 40 % par rapport à l'euro.

## 16\_ QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

## 16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle de l'entreprise de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, les charges encourues par l'entreprise se sont chiffrées à 74 477 euros (en 2016 elles se sont élevées à 52 370 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, l'entreprise comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

## 16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

|                           | MONTANT AFFECTÉ DANS LE<br>COMPTE DE RÉSULTAT |
|---------------------------|---|
| Traitement des déchets    | 74 477  |
| Traitement des eaux usées | -   |
| <b>TOTAL</b>              | <b>74 477</b>                                 |

## 17\_ IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

### 17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

|   | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Impôts courants et ajustements :                |                  |                  |
| Impôts courants de l'exercice                   | 5 792 123        | 2 767 488        |
| Impôt différé :                                 |                  |                  |
| Impôt différé lié à des différences temporelles | 109 548          | (420 962)        |
|   | 109 548          | (420 962)        |
| <b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>        | <b>5 901 671</b> | <b>2 346 527</b> |

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

### 17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

| RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT                                    | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Résultat avant impôts   | 12 908 367       | 6 583 331        |
| Charges d'impôt sur les bénéfices   | 5 901 671        | 2 346 527        |
| Taux effectif d'impôt   | 45,72 %          | 35,64 %          |
| Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en Angola en 2016 et 2017) | 4 355 958        | 2 151 045        |
| <b>AJUSTEMENTS :</b>  |                  |                  |
| Taux différenciés d'impôt et effet de la double imposition                | 507 335          | 2 508            |
| Application de la méthode de la mise en équivalence                       | (66 674)         | (160 560)        |
| Ajustements des valeurs des actifs non déductibles                        | 27 190           | -                |
| Charges non acceptées comme des coûts fiscaux                             | 114 898          | 318 792          |
| Provisions non acceptées comme des charges                                | 81 904           | 160 020          |
| Reprises de provisions non imposées                                       | (268)            | -                |
| Restitution d'impôts  | (31 250)         | (1 236)          |
| Autres revenus non imposés  | (1 051 148)      | (330 518)        |
| Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice                          | (367 210)        | -                |
| Pertes fiscales générées au cours de l'exercice                           | 2 765 260        | 201 493          |
| Impositions autonomes   | 196 383          | 524 678          |
| Avantages fiscaux   | (1 543)          | -                |
| Impôt différé découlant d'exercices précédents                            | 109 548          | (420 962)        |
| Double imposition internationale  | (522 775)        | -                |
| Autres  | (215 937)        | (98 733)         |
|   | 1 545 713        | 195 482          |
| <b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>                                  | <b>5 901 671</b> | <b>2 346 527</b> |

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

### 17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2017, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

| ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL  | AUTRES VARIATIONS | APPORT         | REPRISE          | SOLDE FINAL    |
|------------------------|----------------|-------------------|----------------|------------------|----------------|
| Pertes fiscales        | 236 714        | (30 708)          | -              | (206 006)        | -              |
| Autres                 | 31 929         | (1 541)           | 103 713        | (30 388)         | 103 713        |
| <b>TOTAL</b>           | <b>268 643</b> | <b>(32 249)</b>   | <b>103 713</b> | <b>(236 394)</b> | <b>103 713</b> |

| PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ     | SOLDE INITIAL    | AUTRES VARIATIONS | APPORT        | REPRISE         | SOLDE FINAL      |
|-----------------------------|------------------|-------------------|---------------|-----------------|------------------|
| Écarts de réévaluation      | 1 057 889        | -                 | -             | (72 943)        | 984 946          |
| Dépréciations non acceptées | 234 788          | (30 457)          | 49 809        | -               | 254 140          |
| <b>TOTAL</b>                | <b>1 292 677</b> | <b>(30 457)</b>   | <b>49 809</b> | <b>(72 943)</b> | <b>1 239 086</b> |

Le 31 décembre 2016, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

| ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL | AUTRES VARIATIONS | APPORT         | REPRISE  | SOLDE FINAL    |
|------------------------|---------------|-------------------|----------------|----------|----------------|
| Pertes fiscales        | -             | -                 | 236 714        | -        | 236 714        |
| Autres                 | 1 879         | 178               | 29 873         | -        | 31 929         |
| <b>TOTAL</b>           | <b>1 879</b>  | <b>178</b>        | <b>266 586</b> | <b>-</b> | <b>268 644</b> |

| PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ     | SOLDE INITIAL    | AUTRES VARIATIONS | APPORT   | REPRISE          | SOLDE FINAL      |
|-----------------------------|------------------|-------------------|----------|------------------|------------------|
| Écarts de réévaluation      | 1 100 869        | -                 | -        | (42 980)         | 1 057 889        |
| Dépréciations non acceptées | 302 167          | 44 017            | -        | (111 395)        | 234 788          |
| <b>TOTAL</b>                | <b>1 403 036</b> | <b>44 017</b>     | <b>-</b> | <b>(154 375)</b> | <b>1 292 677</b> |

Le montant concernant la « Modification du taux d'IRC » est lié à la non-inclusion du bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

## 18\_ INSTRUMENTS FINANCIERS

### 18.1. Bases d'évaluation

La politique de l'entreprise est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

L'entreprise mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

L'entreprise ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détentrice d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

### 18.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

|                                  | 31.12.2017         |                         | 31.12.2016         |                         |
|----------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|
|                                  | VALEUR COMPTABLE   | PERTE DE VALEUR CUMULÉE | VALEUR COMPTABLE   | PERTE DE VALEUR CUMULÉE |
| Créances clients, compte courant | 131 728 693        | (105 936)               | 112 258 052        | -                       |
| Créances clients, avec garanties | 5 454 928          | -                       | 6 978 962          | -                       |
| Créances douteuses               | 2 811 643          | (2 811 643)             | 2 875 746          | (2 875 746)             |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>139 995 264</b> | <b>(2 917 579)</b>      | <b>122 112 760</b> | <b>(2 875 746)</b>      |



### 18.3. Actifs financiers détenus à des fins de négociation

Ce poste comprend les titres de dette publique émis par l'État angolais à court terme (obligations d'État), reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés du client Instituto Nacional de Estradas de Angola.

### 18.4. Autres actifs financiers

Le 31 décembre 2017, ce poste est intégré dans la « Convention sur l'exportation de biens, d'équipements et de services d'origine portugaise vers la République d'Angola », qui bénéficie de la garantie de l'État portugais, une somme qui sera disponible jusqu'au 21 mars 2018, d'après l'information de la banque bailleuse.

### 18.5. Financements obtenus

Le 31 décembre 2017 et 2016, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

| FINANCEMENTS OBTENUS             | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
| Comptes cautionnés               | 20 836 065         | 24 195 489         |
| Emprunts bancaires               | 41 798 706         | 42 318 587         |
| Billet de trésorerie             | 32 141 669         | 46 103 869         |
| Contrats de location-financement | 1 425 714          | 375 942            |
| Affacturage                      | 288 824            | -                  |
| Découverts bancaires souscrits   | 17 946 907         | 16 102 636         |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>114 437 885</b> | <b>129 096 522</b> |

### 18.6. Participations financières enregistrées au coût et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, des sociétés associées et des entités contrôlées conjointement sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2017 et 2016, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

|                                       | 31.12.2017               |                   |                         | 31.12.2016               |                   |                         |
|---------------------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------------|
|                                       | PARTICIPATION FINANCIÈRE | EMPRUNTS ACCORDÉS |                         | PARTICIPATION FINANCIÈRE | EMPRUNTS ACCORDÉS |                         |
|                                       |                          | COÛT              | PERTE DE VALEUR CUMULÉE |                          | COÛT              | PERTE DE VALEUR CUMULÉE |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.        | 110 000                  | 11 396 123        | -                       | 110 000                  | 11 396 122        | -                       |
| SPER, S.A.                            | 129 500                  | 17 408 516        | -                       | 129 500                  | 17 408 514        | -                       |
| Planestrada - Op. Manut. Rod., S.A.   | 5 000                    | -                 | -                       | 5 000                    | -                 | -                       |
| Marestrada - Op. Manut. Rod., S.A.    | 5 001                    | -                 | -                       | 5 000                    | -                 | -                       |
| Norgarante                            | 10 000                   | -                 | -                       | 10 000                   | -                 | -                       |
| BAI - Banco Africano Investimento     | 341 375                  | -                 | -                       | 341 375                  | -                 | -                       |
| Lusitânia Seguros                     | 76 815                   | -                 | -                       | 76 815                   | -                 | -                       |
| Edirio, S.A.                          | -                        | 12 500            | -                       | -                        | 12 500            | (12 500)                |
| Conduril - Concessões Infraest., S.A. | -                        | 336 000           | (351 765)               | -                        | 336 000           | (336 000)               |
| ENOP - Eng. Obras Públicas, Lda.      | -                        | 15 765            | -                       | -                        | 14 797            | -                       |
| Autres - Titres de dette publique     | 55 470 944               | -                 | -                       | -                        | -                 | -                       |
| Autres - FCT                          | 24 666                   | -                 | -                       | 15 919                   | -                 | -                       |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>56 173 301</b>        | <b>29 168 904</b> | <b>(351 765)</b>        | <b>693 609</b>           | <b>29 167 933</b> | <b>(348 500)</b>        |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES    |                          | 84 990 440        |                         |                          | 29 513 042        |                         |

Le 31 décembre 2017, suite aux modifications prévues dans le paiement de titres de dette publique, ceux-ci ont été reclassés dans le poste « Autres immobilisations financières ».

### 18.7. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

#### a\_ Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

| ACTIFS FINANCIERS | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|-------------------|------------------|------------------|
| Dépôts en banque  | 3 348 016        | 4 931 466        |
| Autres            | 1 810            | 2 569            |
| <b>TOTAL</b>      | <b>3 349 826</b> | <b>4 934 035</b> |

#### b\_ Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

| PASSIFS FINANCIERS               | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Financements                     | 10 547 804        | 10 997 962        |
| Contrats de location-financement | 13 893            | 57 794            |
| Autres                           | 66 666            | 35 383            |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>10 628 363</b> | <b>11 091 140</b> |

### 18.8. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, l'entreprise a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, l'entreprise a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

| ACTIFS FINANCIERS        | 31.12.2017       |          |
|--------------------------|------------------|----------|
|                          | PERTES DE VALEUR | REPRISES |
| Clients                  | 418 107          | -        |
| Autres comptes débiteurs | -                | -        |
| Autres actifs financiers | -                | -        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>418 107</b>   | <b>-</b> |

| ACTIFS FINANCIERS        | 31.12.2016       |          |
|--------------------------|------------------|----------|
|                          | PERTES DE VALEUR | REPRISES |
| Clients                  | 138 589          | -        |
| Autres comptes débiteurs | -                | -        |
| Autres actifs financiers | -                | -        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>138 589</b>   | <b>-</b> |

### 18.9. Montant de capital social

Le 31 décembre 2017, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

### 18.10. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2017, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

## 19\_ AVANTAGES DU PERSONNEL

### 19.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2017, 108 collaborateurs (2016 : 101 collaborateurs) bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2017, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

| CHARGES DE PENSIONS        | 31.12.2017     | 31.12.2016     |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Coût des services courants | 267 113        | 256 028        |
| Coûts des intérêts         | 345 055        | 323 221        |
| Gains et pertes actuariels | -              | -              |
| Rendement des actifs       | (327 224)      | (328 737)      |
| Autres variations          | -              | 3 049          |
| <b>TOTAL</b>               | <b>284 944</b> | <b>253 561</b> |

Le 31 décembre 2017, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 2 438 455 euros (2016 : 588 646 euros). Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 1 499 220 euros.

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle :

|                                     | 31.12.2017   |
|-------------------------------------|--|
| Table de mortalité                  | TV 88/90   |
| Âge normal de la retraite           | 65 années  |
| Nombre de pensions dans l'année     | 13   |
| Taux de rendement annuel des actifs | courbe de swap au 29/12/2017 majorée de 2,25 points de pourcentage |
| Taux de croissance des salaires     | 1,75 %   |

## 20\_ AUTRES INFORMATIONS

### 20.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2017 et 2016, est le suivant :

| ACTIF                                       | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 4 183             | 3 950             |
| Taxe sur la valeur ajoutée                  | 7 823 838         | 8 533 615         |
| Impôt sur le revenu des personnes morales   | 1 173 443         | 995 862           |
| Autres impositions                          | 3 305 530         | 3 154 328         |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>12 306 994</b> | <b>12 687 755</b> |

| PASSIF                                      | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 460 499          | 451 815          |
| Taxe sur la valeur ajoutée                  | 3 373 005        | 3 718 705        |
| Cotisations à la Sécurité sociale           | 457 300          | 451 167          |
| Impôt sur le revenu des personnes morales   | 2 269 890        | 271 157          |
| Autres impositions                          | 394 071          | 957 376          |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>6 954 765</b> | <b>5 850 221</b> |

## 20.2\_ Ventas et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2017 et 2016, se sont réparties comme suit :

|                  | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|------------------|--------------------|--------------------|
| Marché intérieur | 24 348 535         | 22 959 139         |
| Marché extérieur | 116 112 432        | 109 165 260        |
| <b>TOTAL</b>     | <b>140 460 967</b> | <b>132 124 399</b> |

## 20.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|                                     | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Contrats de sous-traitance          | 28 851 599        | 28 067 647        |
| Services spécialisés                | 19 437 492        | 22 454 522        |
| Matériaux                           | 2 893 934         | 3 813 622         |
| Énergie et fluides                  | 5 455 292         | 5 369 396         |
| Déplacements, séjours et transports | 3 420 832         | 3 682 215         |
| Loyers et locations                 | 1 694 906         | 2 612 094         |
| Communication                       | 418 670           | 448 787           |
| Assurances                          | 781 765           | 1 030 901         |
| Contentieux et notaires             | 33 500            | 103 320           |
| Frais de représentation             | 106 966           | 152 683           |
| Nettoyage, hygiène et confort       | 274 673           | 264 127           |
| Autres services                     | 2 111 480         | 2 740 908         |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>65 481 109</b> | <b>70 740 223</b> |

## 20.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|  | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|--|-------------------|-------------------|
| Rémunérations des organes sociaux                            | 1 124 576         | 1 137 000         |
| Rémunérations du personnel                                   | 27 892 300        | 27 853 368        |
| Avantages postérieurs à l'emploi (Note 19)                   | 284 944           | 253 561           |
| Indemnités   | 88 527            | 219 375           |
| Charges sur rémunérations                                    | 2 854 711         | 2 717 449         |
| Assurances accidents du travail et maladies professionnelles | 754 633           | 904 272           |
| Charges aide sociale   | 2 299 392         | 2 537 561         |
| Autres   | 971 124           | 663 291           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>36 270 207</b> | <b>36 285 876</b> |

## 20.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Revenus supplémentaires                                   | 13 880 717        | 12 573 422        |
| Escomptes obtenus pour paiement comptant                  | 6 892             | 10 422            |
| Différences de change favorables                          | 10 961 104        | 29 405 739        |
| Gains de stocks   | 7 567             | -                 |
| Revenus et produits dans les autres actifs non financiers | 352 608           | 287 084           |
| Intérêts perçus   | 3 349 825         | 4 934 035         |
| Dividendes perçus   | 4 178 380         | 57 991            |
| Autres  | 450 643           | 206 820           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>33 187 736</b> | <b>47 475 513</b> |



## 20.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôts et taxes   | 3 170 375         | 3 166 960         |
| Escomptes attribués pour paiement comptant                | 818 783           | 6 060             |
| Créances irrécouvrables                                   | 51 949            | 839 516           |
| Différences de change défavorables                        | 10 508 920        | 4 777 106         |
| Charges et pertes dans des investissements non financiers | 31 575            | 597 781           |
| Autres  | 416 057           | 961 942           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>14 997 659</b> | <b>10 349 366</b> |

## 20.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

| CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT        | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Charges d'intérêts                      | 10 561 697        | 11 055 756        |
| Autres charges et pertes de financement | 604 267           | 1 694 819         |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>11 165 964</b> | <b>12 750 575</b> |

## 20.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE           | 31.12.2017     | 31.12.2016     |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| Charges à comptabiliser – assurances  | 243 993        | 351 401        |
| Fonds de pension – excédent (Note 19) | -              | -              |
| Autres                                | 30 364         | 42 368         |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>274 357</b> | <b>393 770</b> |

| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE                                 | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Produits à comptabiliser – NCRF 19                          | 1 262 666        | 7 275 227        |
| Produits à comptabiliser – bénéfices opérations intérieures | 942 157          | 655 513          |
| Fonds de pension (Note 19)                                  | -                | -                |
| Facturation à comptabiliser                                 | 308 637          | 919 784          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>2 513 460</b> | <b>8 850 524</b> |

## 20.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|                                   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Fournisseurs soldes débiteurs     | 466 402           | 136 642           |
| Personnel                         | 33 620            | 35 760            |
| Fournisseurs d'investissements    | -                 | 4 920             |
| Acomptes sur ventes               | 49 751            | 49 994            |
| Débiteurs pour hausse des revenus | 13 085 367        | 20 131 621        |
| Débiteurs divers                  | 33 184 487        | 31 026 751        |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>46 819 627</b> | <b>51 385 688</b> |

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|  | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|--|-------------------|-------------------|
| Clients soldes créditeurs                          | 43 199            | 64 758            |
| Personnel  | 2 021 519         | 1 289 280         |
| Fournisseurs d'investissements                     | 164 024           | 38 624            |
| Créanciers pour hausse des charges – rémunérations | 2 754 148         | 2 514 084         |
| Créanciers pour hausse des charges – autres        | 3 242 367         | 1 694 284         |
| Créanciers divers                                  | 2 738 589         | 6 725 703         |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>10 963 846</b> | <b>12 326 733</b> |

## 20.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 7 006 696 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 2 700 000 euros, ce qui correspond à 1,50 euro par action ;
- Réserves libres : 4 306 696 euros.

## 21\_ INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du décret-loi n° 411/91, du 17 octobre, la situation de l'entreprise au regard de la sécurité sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

## 22\_ INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ENTITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT H) ET À L'ARTICLE 9, PARAGRAPHE 4, TOUS LES DEUX DU DÉCRET-LOI N° 158/2009, DU 13 JUILLET, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE DÉCRET-LOI N° 98/2015, DU 2 JUIN

### 22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

|              | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|--------------|--------------------|--------------------|
| Portugal     | 27 102 505         | 33 982 467         |
| Angola       | 80 098 084         | 62 089 237         |
| Mozambique   | 2 978 455          | 11 233 320         |
| Maroc        | 419 526            | -                  |
| Sénégal      | -                  | 1 483 473          |
| Zambie       | 18 199 823         | 12 435 815         |
| Malawi       | 4 697 626          | 5 194 827          |
| Gabon        | 6 964 948          | 5 705 260          |
| <b>TOTAL</b> | <b>140 460 967</b> | <b>132 124 399</b> |

### 22.2. Honoraires de l'Expert-comptable

En 2017, les honoraires de l'Expert-comptable se sont élevés à 28 750 euros.

L'administration,

---

António Luís Amorim Martins

---

António B. Andrade Miragaia

---

Maria Benedita A. de Amorim Martins

---

António E. Lemos Catarino

---

Maria Luísa A. A. Martins Mendes

---

Carlos A. S. de Noronha Dias

---

Álvaro D. Neves Vaz

---

Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

La Comptable certifiée,

---

Carla M. P. Ribeiro, C.C. nº 76 474



# **\_ RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

COMPTES ANNUELS **2017**





Portugal

# CONSEIL DE SURVEILLANCE

## \_EXERCICE DE 2017

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport de gestion, le bilan, les comptes et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de CONDURIL - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## \_RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de CONDURIL - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de CONDURIL - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2017, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

## \_AVIS

**1\_** que le rapport de gestion, le bilan, les comptes et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017, soient approuvés,

**2\_** que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 12 mars 2018

Le Conseil de surveillance,

---

Crisóstomo Aquino de Barros, président

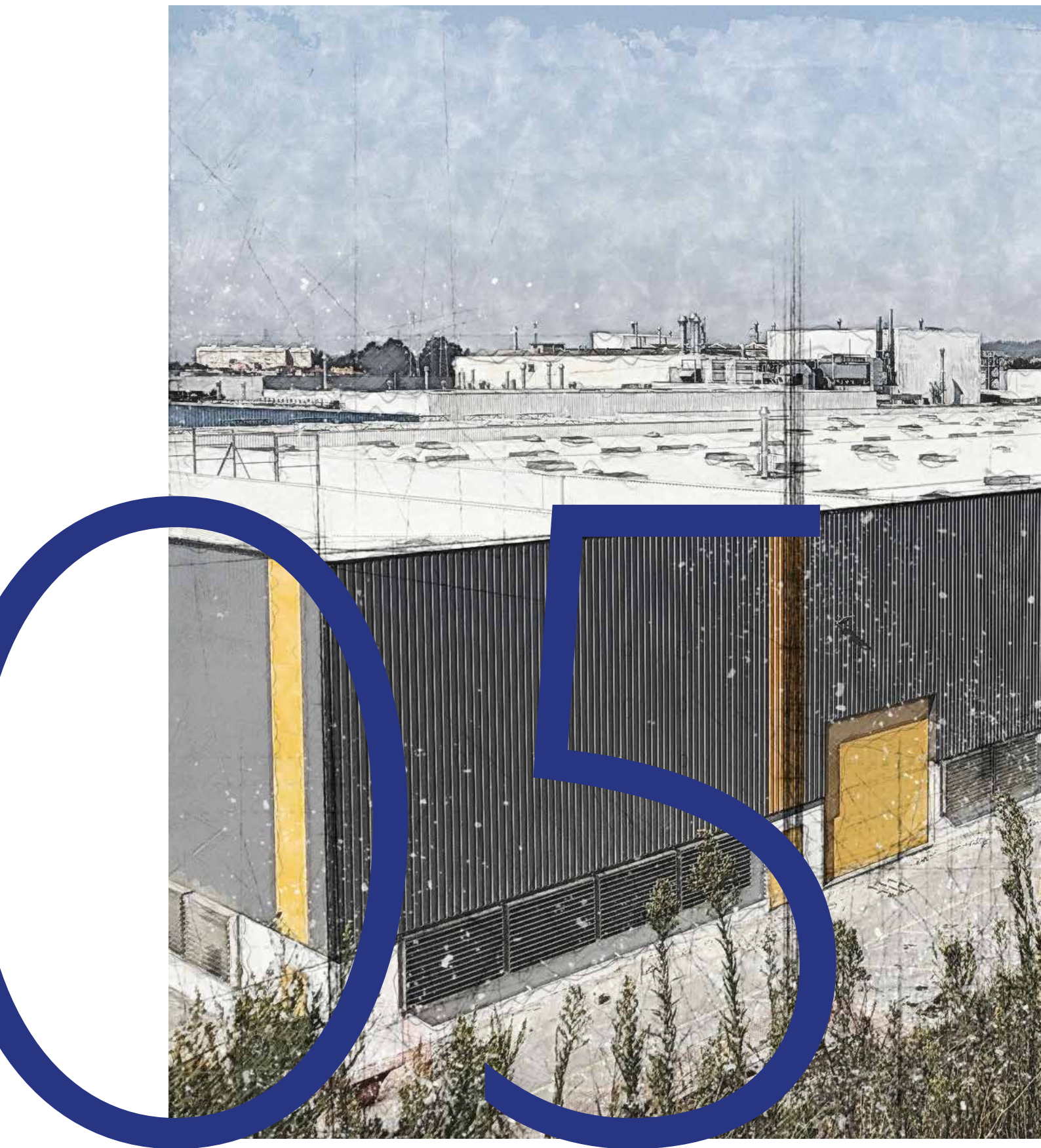
---

Daniela Brás Vigário Silva

---

José Tiago Sapage Meireles de Amorim





# **\_ CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES**

COMPTES ANNUELS **2017**





Portugal



# CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES

## **\_ RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS**

### Opinion

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (l'entité), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017 (présentant un total de 456 017 167 euros et un total de capitaux propres de 217 828 860 euros, incluant un résultat net de 7 006 696 euros), le compte de résultat par nature, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

### Fondements

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des commissaires aux comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants de l'entité et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des commissaires aux comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers reflétant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité de l'entité à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière de l'entité.

### Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité de l'entité à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire l'entité à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers.

## **\_ RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES**

### Sur le rapport de gestion

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur l'entité, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 12 mars 2018

---

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.  
Représentée par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeyro (E.C. 1126)





## CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835  
4445-416 Ermesinde – Portugal  
T. +351 229 773 920  
F. +351 229 748 668  
geral@conduril.pt

### CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)  
Município de Ingombota – Luanda – Angola  
T. +244 949 422 665  
expgeralluanda@conduril.pt

### CONDURIL MOÇAMBIQUE

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,  
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique  
T. +258 219 025 88  
delegacao@conduril.co.mz

### CONDURIL BOTSWANA

Tribal Lot 86 Portion 955 Isis Village  
Tlokweng – Gaborone – Botswana  
T. +267 319 02 53  
F. +267 393 03 25  
info@conduril.co.bw

### CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road  
Lusaka – Zambia  
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill  
Lusaka – Zambia  
T. +260 211 291 441  
zambia@conduril.pt

### CONDURIL MALAWI

Campe Site P.O. Box. 40  
Liwonde – Malawi  
T. +265 994 956 884  
malawi@conduril.pt

### CONDURIL GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour CP)  
Libreville – Gabon  
gabon@conduril.pt